



LES NOTES DE L'INSTITUT

Septembre 2012

La France face à la mondialisation : se protéger ou se projeter ?

par Sophie Meunier

Créé en 1975, l'Institut de l'entreprise est un think tank indépendant de tout mandat syndical ou politique. Profondément ancré dans la réalité économique, il concentre sa réflexion sur la relation entre l'entreprise et son environnement et met à contribution un vaste réseau d'experts pour réaliser ses études. également lieu de rencontres et pôle de formation, l'Institut développe une vision de l'entreprise ouverte sur le monde et sur la société.

THINK TANK

L'activité de réflexion se déploie autour de l'entreprise, conçue à la fois comme organisation, comme acteur du monde économique et comme acteur de la société. Pour diffuser ses analyses et ses études, l'Institut de l'entreprise s'appuie sur :

- Des rapports et des notes, vecteurs traditionnels de diffusion auprès d'un public de leaders d'opinion.
- Un site, Débat&co (www.debateco.fr), dont l'objectif est d'animer le débat économique et social.
- Une revue trimestrielle, *Sociétal*, qui propose des analyses et des réflexions sur les grands débats d'économie et de société (www.societal.fr).

RENCONTRES

Ouvertes à un large public ou réservées aux adhérents, les manifestations organisées par l'Institut de l'entreprise visent à favoriser le partage d'expérience sur des enjeux liés aux questions économiques et à l'entreprise.

Les manifestations de l'Institut de l'entreprise visent à stimuler la réflexion sur des sujets d'intérêt collectif. Dirigeants d'entreprise, personnalités politiques, experts issus de l'entreprise ou du monde universitaire sont invités à s'exprimer à l'occasion de déjeuners, de conférences et de débats.

FORMATION

L'Institut de l'entreprise propose des programmes pédagogiques qui ont pour objectif de sensibiliser les différents publics appartenant à l'écosystème des entreprises aux enjeux économiques et sociaux auxquels elles sont confrontées. Dans ce cadre, l'Institut s'adresse prioritairement aux enseignants de Sciences économiques et Sociales (SES), avec le programme Enseignants-Entreprises et aux Jeunes « hauts potentiels » issus de tous corps de métier, avec l'Institut des Hautes Études de l'Entreprise (IHEE)

La France face à la mondialisation : se protéger ou se projeter ?

par Sophie Meunier

LES NOTES DE L'INSTITUT

Septembre 2012



© Institut de l'entreprise, 2012

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution
réservés pour tous les pays

Directeur de la publication : Frédéric Monlouis-Félicité, délégué général de l'Institut de l'entreprise

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
SYNTHÈSE	9
INTRODUCTION : La France, acteur ou victime de la mondialisation ?	15
1. La diabolisation de la mondialisation	19
UNE DÉFIANCE DE LA MONDIALISATION « <i>WITH A FRENCH TOUCH</i> »	19
PAS DE CONVERGENCE ENTRE INTÉRÊTS DES ENTREPRISES ET I NTÉRÊTS DES PARTICULIERS ?	23
L'ÉTAT PROTECTEUR A REMPLACÉ L'ÉTAT PROVIDENCE	25
DE L'ALTERMONDIALISME À LA DÉMONDIALISATION, LA DÉPOLITISATION DU DÉBAT	27
2. L'Europe impuissante	31
L'EUROPE N'À PAS SU « MAÎTRISER » LA MONDIALISATION	31
SE PROTÉGER À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE... ..	33
... OU SE PROTÉGER DE L'EUROPE ?	34

3. La fin de l'américanisation du monde	37
LA MONDIALISATION À VISAGE AMÉRICAIN	37
LES AMÉRICAINS NE TIRENT PLUS LES FICELLES DE LA MONDIALISATION	38
4. La Chine, figure dominante de la mondialisation ?	41
« SYNDROME CHINOIS » ET « PÉRIL JAUNE »	41
LA MONDIALISATION PEUT-ELLE NOUS PROTÉGER DE LA CHINE ?	43
CONCLUSION : Se projeter pour se protéger.....	47
ANNEXES : 3 pays européens face à la mondialisation	51
BIBLIOGRAPHIE	57
L'AUTEUR	61

AVANT-PROPOS

Le nouveau travail de Sophie Meunier confirme l'ampleur du malaise intellectuel, politique et social suscité en France par la progression de l'interdépendance dans l'économie mondiale et par la perception d'une régression du pays dans ce nouvel environnement. Plus qu'un malaise, un état de rébellion. Une rébellion commune à toutes les catégories sociales et à l'ensemble des partis politiques. De façon tout à fait originale, l'auteur montre que toute l'Europe évolue dans le même sens que la France mais elle pointe une singularité radicale : pour la plupart des pays la peur de la mondialisation crée des réactions d'adaptation ; pour la France la peur aveugle l'opinion sur les vraies forces du pays et crée un désir d'isolement, une indignation, une illusion du pouvoir d'échapper au nouvel état du monde...

Un autre constat frappant, en France, est le caractère inaudible des informations économiques qui démentent la fatalité de la régression et qui rétablissent les faits : il y a de nombreux moyens de tirer parti de la mondialisation et de nombreuses expériences réussies d'entreprises portées par la croissance mondiale. Beaucoup de la culpabilité attribuée dans la crise à la finance mondialisée, au dumping social, au commerce injuste, à la domination américaine, ou au péril chinois... pourrait être utilement attribuée à des causes internes et à des politiques économiques défailtantes. Mais les travaux qui le prouvent n'ont pas d'écho dans le débat public. La crise économique mondiale depuis 2007 vient de confirmer l'évidence : elle n'est pas la conséquence du surendettement privé et souverain, elle est d'abord la preuve que l'Europe est victime d'un complot des pays émergents. Pourquoi cette défaite de la vérité ?

C'est peut-être d'abord une carence de l'enseignement et de la formation, à l'école et aussi dans l'entreprise. Il faudrait commencer un travail patient pour donner des concepts à nos concitoyens. C'est ce à quoi s'attache Sophie Meunier et c'est l'honneur de l'Institut de l'Entreprise de montrer le chemin. Un chemin à gravir qui prendra sans

doute une génération. Mais il y faudra plus d'un think tank, il y faudra des programmes scolaires et le concours des institutions publiques comme l'INSEE et les Conseils d'analyse et de prospective publics. Il y faudra aussi un dialogue entre partenaires sociaux. Les données de compétitivité ne sont pas claires pour l'opinion. Nous sommes restés enfermés dans des notions du XIXe siècle.

Le commerce extérieur de la France n'est pas compris dans ses formes d'aujourd'hui. Le commerce intra-européen – 60 % des échanges extérieurs de la France – est devenu un commerce quasi intérieur, sur un marché unique où la circulation des facteurs de production est libre et où la monnaie de cotation et de règlement est essentiellement l'Euro et les devises européennes qui lui sont de facto rattachées.

Les exportations sont faites de composants de la chaîne de valeur, entre des pays qui s'échangent des biens similaires. La spécialisation s'est beaucoup réduite. Le contenu des exportations en importations s'est beaucoup élevé. Si demain, nous devons nous protéger des importations chinoises de téléphones portables, ce qu'on arrêterait à la frontière ce serait moins de 10 % de valeur ajoutée chinoise d'assemblage. On arrêterait à la frontière beaucoup plus de valeur ajoutée européenne, américaine et japonaise. On se protégerait non pas de la Chine mais de soi-même, et on détruirait ses propres emplois. Le protectionnisme ignore cette réalité d'aujourd'hui : près de la moitié du commerce mondial est composé d'importations réexportées.

On ne connaît pas mieux les soldes du commerce extérieur : on mesure nos déficits par la nationalité de provenance ; si on mesurait le commerce extérieur américain ou français par la nationalité des importateurs, on rétablirait l'image de deux puissances très fortes dans la mondialisation car les deux économies sont les premières au monde pour la détention d'actifs de production à l'étranger. Le commerce extérieur de la France est largement un circuit d'échange à l'intérieur des entreprises françaises, entre leurs établissements domestiques et étrangers. Airbus ou la filière automobile française donnent des exemples frappants de cette complexité nouvelle.

Mesurer les parts de marché en pourcentage des exportations mondiales est devenu un instrument rudimentaire.

De même on devrait enseigner comme une identité remarquable, c'est-à-dire au programme de mathématiques du collège, l'égalité du solde du commerce extérieur et de la différence entre épargne et investissement dans l'économie interne. Le déficit français du commerce extérieur est simplement un symptôme d'un déficit d'épargne pour financer l'investissement. L'épargne sous ses trois formes : l'épargne négative

de l'État et des administrations publiques c'est-à-dire en clair le déficit budgétaire, l'insuffisance d'épargne des entreprises, c'est-à-dire en clair la baisse des profits, l'insuffisance d'épargne financière des ménages – c'est-à-dire leur épargne qui n'est pas consacrée à l'immobilier –. Les politiques de ré-industrialisation, ou de reconquête du marché intérieur, sont toujours des politiques de réglage des comptes publics, de la rentabilité des entreprises et d'encouragement à l'épargne longue.

L'ouverture de nos économies est également grossièrement exagérée : on compare des exportations et des importations, qui sont des chiffres d'affaires, au PIB, qui est une somme de valeurs ajoutées. La dynamique des grandes économies développées est d'abord et toujours une dynamique de la production et de la consommation internes, qui pèsent 85 % d'une économie comme la France et ne sont menacées par personne.

Ce ne sont là que quelques concepts sous-jacents au travail de Sophie Meunier. Il faut que ceux-ci, et bien d'autres, deviennent familiers à nos concitoyens.

La peur de la mondialisation est d'abord une méconnaissance de l'économie internationale d'aujourd'hui, très éloignée du commerce modélisé par David Ricardo au XIX^e siècle.

Cette peur n'est pourtant pas simplement l'ignorance des concepts et des théorèmes, elle est aussi une méconnaissance de l'autre, de l'étranger, du partenaire commercial... De son histoire et de sa civilisation. De ses progrès, et de ses accomplissements contre la pauvreté. De son travail et de son accès à la dignité. On s'alarme en Europe de la domination des pays émergents au moment où ceux-ci s'alarment de perdre leur compétitivité, de voir leurs coûts unitaires égaler ceux des pays développés et de devoir délocaliser leur industrie s'ils ne savent pas monter en gamme. Ce qu'on méconnaît ainsi c'est toute l'histoire économique du développement et l'enrichissement qu'il provoque dans les pays déjà développés. Il n'y a pas de vases communicants de la richesse et de la puissance. Il y a une solidarité fondamentale dans la richesse des nations. Mais rien de tout cela n'est intuitif, tout cela s'apprend, donc tout cela s'enseigne. Merci, Sophie Meunier, d'une belle leçon de compréhension de l'autre monde.

**Lionel Zinsou,
président de PAI Partners**

SYNTHÈSE

Répondre aux inquiétudes face aux conséquences négatives de la mondialisation : telle a été la thématique principale de la récente campagne présidentielle. Le discours dominant, à droite comme à gauche, met en avant la double nécessité de restaurer la capacité d'action de l'Etat et de protéger les Français face à la concurrence supposée déloyale des pays émergents.

Pourtant, la France demeure un des principaux acteurs de l'économie mondialisée, dont elle a contribué à fixer les contours et les normes. Malgré le creusement de la balance commerciale (69,6 Mds€ en 2011), elle reste le sixième exportateur et le quatrième destinataire des investissements directs étrangers (57,4 Mds€ en 2011). La France est le pays d'Europe qui compte le plus d'entreprises au sein du classement Fortune 500, et les trois quarts des entreprises du CAC 40 sont des leaders mondiaux dans leur secteur.

Ce paradoxe n'est pas nouveau. Sophie Meunier l'avait déjà souligné dans *Le Nouveau défi Français : la France face à la mondialisation* (2002), coécrit avec Philip Gordon, actuel sous-secrétaire d'Etat aux Affaires européennes de Barak Obama. La situation a cependant évolué en dix ans.

LA DIABOLISATION DE LA MONDIALISATION

Le développement d'un fort sentiment de défiance à l'égard de la mondialisation a connu une montée en force, accentuée par la crise à partir de 2008, dans l'ensemble des pays développés. Cependant ce phénomène n'a que partiellement effacé la singularité française en la matière. La France reste marquée par un niveau élevé de pessimisme, ainsi que par un aveuglement aux effets positifs de l'ouverture internationale de l'économie, par ailleurs nettement moindre en France qu'en Allemagne ou aux Pays-Bas.

Cette coupure entre réalité et perception est en partie enracinée dans **la dissociation que font les Français entre l'intérêt national et celui des entreprises**. Alors que l'activité internationale des grands groupes français a un effet bénéfique certain sur l'économie nationale (ne serait-ce qu'au regard des emplois nombreux et bien rémunérés générés par les entreprises du CAC 40), les dirigeants publics continuent largement à insister sur les coûts générés par la mondialisation.

Elle est également liée à la peur de la désindustrialisation, partagée en Europe et en Amérique du Nord, mais qui prend en France une tournure spécifique, sous la forme d'**une demande de protection de la part de l'Etat**. Le protectionnisme est ainsi redevenu une option politique comme les autres, alors qu'aucun camp politique ne défend le libre-échange. Il cible particulièrement les pays émergents, accusés de « dumping social ». En réalité, la France a perdu des parts de marché au sein des exportations européennes, qui sont pour leur part restées stables, mais une telle analyse est inaudible.

La « démondialisation » s'est donc dépolitisée en devenant une thématique consensuelle des deux côtés de l'offre politique. La France se trouvait, en 1998-1999, à l'épicentre de l'altermondialisme avec la création d'Attac. La perte de visibilité médiatique du mouvement ne signifie pas la victoire de la « mondialisation heureuse », mais bien au contraire l'enracinement de la « démondialisation », concept qui, en France, traverse l'ensemble de l'échiquier politique. La demande de protection y apparaît ainsi comme globale, et non cantonnée à la défense d'intérêts sectoriels, comme c'est le cas aux Etats-Unis.

L'EUROPE IMPUISSANTE

Le thème d'une Europe incapable de maîtriser la mondialisation s'est également imposé dans l'esprit des Français, à la faveur, en particulier, de la crise de l'euro.

Dans les années 1990, les dirigeants français et européens ont en effet « vendu » l'idée du marché unique, comme un levier pour maîtriser une mondialisation à la fois inévitable et globalement bénéfique. L'Union européenne a, dans une certaine mesure, mené un tel agenda, via la réglementation communautaire ou des politiques de redistribution. Cependant cet objectif de mondialisation contrôlée a, paradoxalement, permis l'accélération de celle-ci, notamment via une plus large ouverture à la concurrence des économies nationales.

De surcroît, la double crise, financière et de la dette souveraine, a précipité la désillusion au sujet de l'Europe, perçue comme dépassée par les pays émergents, en raison de sa faible croissance et du maintien de niveaux élevés de chômage et de précarité.

En réponse à ce diagnostic d'une Europe impuissante, il existe en France deux types de réponses :

- Le premier est l'idée d'une **protection à l'échelle européenne** en érigeant un « cordon sanitaire » aux frontières de l'Union, à laquelle souscrivent une majorité de Français. Un tel protectionnisme européen, cependant, ne répond pas à la réalité : selon la Banque Mondiale, le niveau de protection, au sein de l'Union européenne n'a rien à envier aux Etats-Unis, au Canada ou à la Suisse. De plus, les autres états-membres ne croient pas au protectionnisme.
- Le second consiste à **remettre en cause l'intégration européenne** elle-même. La crise de l'euro a attisé l'hostilité contre les institutions européennes, tandis que les plans d'aide, assortis de programmes d'austérité, ont été considérés comme une remise en cause des souverainetés par des institutions bruxelloises peu démocratiques. La réponse, partagée au-delà du Front National, résiderait alors dans une réaffirmation des frontières hexagonales. Ce **nouveau protectionnisme national** paraît d'autant plus justifié que nos concurrents les plus rudes ne sont pas les pays émergents, mais nos voisins.

La réalité d'un processus d'intégration qui a garanti la paix et fait de l'Union la première puissance commerciale mondiale pèse alors peu face au sentiment généralisé de défiance à l'égard des institutions bruxelloises et de leur « déficit démocratique ».

LA FIN DE L'AMÉRICANISATION DU MONDE

La troisième inflexion majeure du discours sur la mondialisation, en France, est l'atténuation du sentiment anti-américain.

Au début des années 2000, le débat portait sur le terrain économique, mais également culturel. La mondialisation signifiait d'abord la diffusion du « consensus de Washington » et le « néo-libéralisme », l'uniformisation des modes de vie, la domination de l'anglais comme lingua franca ainsi que l'érosion de la place de la France dans le monde.

Aujourd'hui, la **composante anti-américaine s'est quasiment effacée**. Les Etats-Unis sont désormais également perçus comme les victimes d'un phénomène dont

ils ne tirent plus les ficelles, en particulier du fait de la crise financière de 2008. Cette perception s'accompagne de l'idée d'une convergence entre intérêts américains et européens.

Ce découplage entre mondialisation et antiaméricanisme s'explique également par le fait que **la peur économique a pris le pas sur la peur culturelle**. Alors que le discours anti-américain s'inquiétait du nivellement des valeurs et de l'identité française, les nouvelles craintes sont plus existentielles et plus immédiates : elles portent sur la capacité de la France à maintenir ses standards, en particuliers sociaux, face à la concurrence déloyale des économies émergentes.

LA CHINE, FIGURE DOMINANTE DE LA MONDIALISATION

Pour les Français, le monde « postaméricain » est déjà une réalité. La montée en puissance de la Chine, qui serait en passe de supplanter les Etats-Unis, apparaît comme une inquiétude grandissante.

D'abord parce que la Chine est perçue comme ne partageant pas les vues des européens sur la mondialisation. La crainte devant l'avènement d'un « péril jaune », fortement suggéré par les médias français, est exacerbée par la crise de la zone euro. A contrario, même s'il est en passe de détrôner la France comme cinquième puissance économique mondiale, le Brésil est plutôt considéré avec bienveillance.

Cette perception d'une nouvelle menace pourrait **transformer le rapport des Français à la mondialisation**.

D'abord, le succès économique de la Chine, et plus globalement des pays émergents, pose **un défi aux arguments traditionnellement employés par les détracteurs de la mondialisation**. A l'orée des années 2000, celle-ci était encore perçue comme un levier d'exploitation du Nord par le Sud. Force est de constater que la réduction impressionnante de la pauvreté ainsi que l'émergence de classes moyennes dans les BRIC ont été portées par le développement des échanges internationaux. Ralentir ceux-ci impliquant de priver les pays émergents de cette opportunité de développement, une telle proposition devient difficilement soutenable pour les tenants de la « démondialisation ».

De plus, paradoxalement, le succès économique de la Chine pourrait amener à **des appels à plus de mondialisation**. Contrairement aux Etats-Unis, la Chine est perçue

comme ne jouant pas « fair-play », en restreignant l'accès à ses marchés tout en soutenant la stratégie d'exportations de ses entreprises. Une des réponses à un tel comportement serait un renforcement de la gouvernance internationale et européenne.

Cependant, la position à tenir face à la Chine ne fait pas l'objet d'un consensus en Europe, ce qui pourrait également entraîner des frictions et la tentation du chacun pour soi. L'Europe est en effet la première cible des investissements chinois (34% des fusions acquisitions chinoises à l'étranger en 2011), tendance qui se renforcera à la faveur de la crise financière dans les prochaines années. Deux visions de ces investissements coexistent en Europe :

- Dans certains pays, les capitaux chinois font office de « bouée de sauvetage » : Chine, Grèce, Irlande, Portugal, mais également Hongrie.
- En France, pays fortement attaché au « patriotisme économique », la Chine fait l'effet d'un « prédateur », voulant faire main basse sur ses actifs. Pourtant, le véritable problème de la France est sans doute le manque d'investissements chinois.

A l'heure actuelle, l'Europe peut soit renforcer son unité pour faire face, soit se déliter. Le différentiel de législations entre pays, qui crée la possibilité pour la Chine d'établir des têtes de pont dans certains pays comme la Hongrie, pose un problème à l'ensemble de l'Union européenne, qui pourrait être tentée d'y répondre par une communautarisation de la politique à l'égard des investissements entrants, via un traité bilatéral et un mécanisme européen d'approbation des IDE.

Il n'est cependant pas certain que ce scénario se réalise : les pays européens sont concurrents en termes d'attraction des investissements chinois. Cette compétition peut avoir pour conséquence un nivellement par le bas des standards. La France, qui est l'un des principaux acquéreurs d'actifs à l'étranger, n'aura pas forcément intérêt à agir dans le sens d'une plus grande intégration européenne sur ce sujet.

SE PROJETER POUR SE PROTÉGER

Si le sentiment de défiance à l'égard de la mondialisation s'est diffusé à l'ensemble des pays développés, le phénomène de déclin relatif de la France, symbolisé par la perte du AAA en janvier 2012, suggère une remise en cause à laquelle les appels à plus de protection ne peuvent se substituer. Le fait, en particulier que la France ait vu s'éroder ses parts de marché à l'international, et surtout à l'intérieur de la zone euro,

doit remettre en cause deux idées présentées aujourd'hui comme des évidences dans l'espace public :

- D'abord, le fait que la mondialisation serait une fatalité contre laquelle il faudrait se protéger. S'il paraît impossible de revenir en arrière, la solution se trouve dans une adaptation de la France à la nouvelle réalité. Soumis aux mêmes contraintes externes, des pays comme l'Allemagne, l'Estonie ou le Danemark ont su mieux saisir les opportunités offertes par la mondialisation.
- Ensuite, la thématique selon laquelle la politique commerciale de l'Europe serait responsable du décrochage français, et qui est réfutée par le même argument. Nos voisins sont soumis aux mêmes règles. L'histoire montre sans équivoque que les pays ouverts réussissent mieux que les autres, et que des politiques intérieures efficaces peuvent faire la différence.

L'idée qu'il faudrait avant tout protéger les Français, soutenue pendant la campagne par tous les camps à des degrés divers, constitue une solution de facilité politique. Déjà, en 2007, le rapport Védrine préconisait une « stratégie offensive », axée sur la valorisation des atouts de la France : productivité, technologie, existence de grands groupes et de marques fortes.

La capacité de la France à trouver sa place dans la mondialisation repose en effet avant tout sur ses efforts d'innovation et sa capacité à attirer et retenir les entrepreneurs les plus talentueux.

INTRODUCTION

La France, acteur ou victime de la mondialisation ?

La capacité de l'État et de son personnel politique à protéger les Français des dégâts provoqués par la mondialisation a émergé comme le thème dominant de l'élection présidentielle de 2012. Ce thème reflète la prise de conscience collective que nous vivons la fin d'une époque – celle où le monde était incontestablement dominé par les pays du Nord et les puissances occidentales, celle où l'on pouvait tirer des bénéfices du libre-échange en tant que consommateur et travailleur tout en étant protégé de ses conséquences négatives par un généreux filet de protection sociale. À la place, nous entrons dans une nouvelle ère faite de rééquilibres, de multipolarité et de changements dans les règles du jeu qui ne semblent pas être à notre avantage. La montée en puissance des pays émergents met en lumière la perte de puissance de l'Europe dans le monde, alors même que la France fait face à sa propre perte de puissance en Europe, comme le reflètent la gestion de la crise de l'euro et la dégradation de la note de la dette française.

Le discours qui domine aujourd'hui la conception hexagonale de la France dans le monde globalisé place notre pays en position de victime. Les Français se retrouveraient relégués et précarisés car ils seraient victimes de la concurrence introduite par le marché unique européen et par le passage inconsidéré à l'euro, victimes des banquiers américains irresponsables et des marchés financiers internationaux sans scrupules, victimes des investissements étrangers, victimes des Grecs inconséquents, victimes des Allemands arrogants, victimes d'immigrants qui viennent profiter du système, victimes de forces qui ne sont pas sous leur contrôle...

L'État aussi se pose en impuissante victime de la mondialisation, désemparé devant les contraintes externes et forcé d'abdiquer sa marge de manœuvre face aux diktats des marchés qui imposent l'austérité pour leur propre profit et asservissent les politiques.

Comme le montre l'exemple italien, ce ne sont plus les urnes mais les marchés financiers qui font et défont les gouvernements. Le rôle laissé aux politiques ne serait plus qu'un exercice de gestion. Assiégé sous l'assaut des intérêts privés, l'État ne pourrait plus préserver l'intérêt général. D'où le malaise, l'inquiétude et l'exaspération généralisés face à la mondialisation, et le réflexe du repli sur soi. À droite comme à gauche, le *modus operandi* est devenu de protéger.

La réalité est cependant bien différente du récit accepté par tous. Loin d'être simplement une victime qui reçoit la mondialisation de façon passive, la France en est aussi un acteur qui a contribué à en fixer les règles, dans de multiples forums régionaux et internationaux, et continue à en tirer des bénéfices.

Malgré un déficit commercial inédit – les statistiques qui viennent d'être publiées font état d'un déficit de la balance commerciale de 69,6 milliards d'euros en 2011 –, la France reste le sixième exportateur au monde. Sept millions d'emplois en France dépendent de l'exportation, selon les sources citées par l'ancien secrétaire d'État au Commerce extérieur Pierre Lellouche.

La France est aussi le quatrième destinataire d'investissements directs étrangers dans le monde, avec 57,4 Mds USD d'IDE entrants en 2010, derrière les États-Unis (186,1 Mds USD), la Chine (101 Mds USD) et Hong Kong (62,6 Mds USD), mais devant la Belgique (50,5 Mds USD), le Royaume-Uni (46,2 Mds USD) et l'Allemagne (34,4 Mds USD). À elle seule, la France accueille 20 % des flux destinés à l'Union européenne ¹ Selon l'Agence française pour les investissements internationaux, ces investissements permettent chaque année de créer ou de maintenir plus de 30 000 emplois en France. Si l'on s'attache au stock, et non aux flux, ce sont plus de 1,9 million de salariés qui travaillaient fin 2003 dans des filiales de groupes étrangers en France, soit un salarié sur sept, hors secteur financier et administration – proportion supérieure à celle qui pouvait être observée en Allemagne, au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, et qui a été multipliée par 1,8 entre 1994 et 2003. Mais la contribution de ces IDE ne s'arrête pas à l'emploi : les entreprises étrangères qui s'implantent en France permettent aussi de « muscler » la catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI), en assurant un tiers de l'emploi recensé dans cette population d'entreprises, et d'accroître l'effort d'innovation et les exportations françaises : 22 % de la R & D conduite dans notre pays et environ un tiers des exportations françaises sont ainsi le fait de filiales de groupes étrangers.

1. Agence française pour les investissements internationaux (AFII), 2011.

Nos grandes entreprises, qui réalisent désormais l'essentiel de leur chiffre d'affaires et de leurs profits à l'étranger, sont parmi les plus performantes du monde et souvent leaders dans leur secteur. Plus des trois quarts des entreprises du CAC 40 sont de fait des champions mondiaux, avec une réussite particulière dans les secteurs de la construction, l'énergie, le luxe, les services aux collectivités et l'industrie financière – L'Oréal, LVMH, Bouygues, Danone, Vallourec, etc., pour n'en citer que quelques-unes. Peu de Français savent qu'en 2011 la France était le pays européen avec le plus de sociétés dans le classement Fortune 500 des plus grandes compagnies du monde, devançant l'Allemagne – ainsi qu'en 2009, 2008, 2007, 2006 et 2005. Ce chiffre est d'autant plus frappant qu'il est disproportionné par rapport au peu de matières premières dont dispose la France.

Il y a donc là un singulier paradoxe. Pourquoi, dans un pays dont la vitalité de l'économie dépend tellement de son ouverture et de son imbrication dans le monde globalisé, le mot d'ordre est-il de se protéger alors qu'il est tabou de parler de se projeter en réponse à la crise ?

Ce paradoxe n'est pas nouveau. Il y a dix ans exactement, j'ai publié le livre *Le Nouveau Défi français : la France face à la mondialisation*, écrit en collaboration avec Philip Gordon qui est depuis 2009 le sous-secrétaire d'État aux Affaires européennes dans l'administration Obama. Les conclusions générales de cette étude étaient que la France avait une attitude toute particulière face à la mondialisation, faite d'obsession collective et de résistance médiatisée, quand bien même l'économie française s'adaptait discrètement et assez efficacement aux opportunités offertes par cette même mondialisation. Cette note me permet de faire le point et de répondre à deux questions centrales dix ans après. Est-ce que la France se singularise encore dans son rapport à la mondialisation, et comment ce rapport a-t-il évolué deux cycles électoraux et deux crises plus tard ?

Cette note souligne quatre évolutions récentes dans le discours français sur la mondialisation : 1) la mondialisation est désormais diabolisée sur tout l'échiquier politique ; 2) les Français n'ont plus d'illusions quant à la supposée capacité de l'Union européenne à « maîtriser » la mondialisation ; 3) un découplage de la mondialisation et de l'américanisation s'est opéré dans les perceptions ; et 4) la nouvelle face de la mondialisation aujourd'hui est la Chine qui en est vue comme le principal bénéficiaire et le principal acteur et qui inquiète bien plus que ne le faisaient les États-Unis il y a une décennie. La désindustrialisation progressive des pays occidentaux, la montée en puissance des pays émergents et la crise financière ont contribué à rapprocher les perceptions de la

mondialisation dans de nombreux pays, à commencer par les États-Unis, des perceptions en vigueur en France, mais il reste, encore et toujours, une singularité française paradoxale dans le rapport à la mondialisation qui se retrouve aujourd'hui au cœur du débat électoral.

1

La diabolisation de la mondialisation

La crise économique et financière a touché de plein fouet de nombreux pays occidentaux, et la dénonciation des ravages de la mondialisation est désormais un refrain entonné à l'unisson autour du globe : d'Athènes, Grèce, à Athens, États-Unis (Géorgie), c'est bien la même musique qui se fait entendre en période de campagne électorale. Dans ce concert, le rapport que les Français entretiennent avec la mondialisation n'en demeure pas moins singulier. Cette spécificité, qui se caractérise par une défiance farouche vis-à-vis de la mondialisation, se nourrit de la conviction que cette dernière serait une expérience passive, un processus exogène que les Français subissent sans avoir prise sur lui, d'autant plus qu'ils ne voient pas de convergence entre l'intérêt général et les intérêts des entreprises, perçues comme les principales bénéficiaires de la libéralisation des échanges mondiaux. En résultat, le débat sur les dangers de la mondialisation, qui a pris au cours des dernières années des formes nouvelles, a abouti à une quasi-dépolitisation de la question.

UNE DÉFIANCE DE LA MONDIALISATION « WITH A FRENCH TOUCH »

Il y a dix ans, les Français se singularisaient dans leur rapport à la mondialisation en étant déjà massivement inquiets et réfractaires, alors que leurs pairs entonnaient l'hymne de la mondialisation heureuse, chanté entre autres en 1999 dans le livre du journaliste américain Thomas Friedman *The Lexus and the Olive Tree*, un best-seller planétaire cependant jamais traduit en France. À la place, les lecteurs français s'arrachaient des ouvrages comme *L'Horreur économique* (Viviane Forrester, 1996), *Le Monde n'est pas une marchandise* (José Bové et François Dufour, 2000), ou encore *Non merci, Oncle Sam !* (Noël Mamère et Olivier Warin, 1999).

Les sondages d'opinion internationaux effectués à l'époque plaçaient les Français systématiquement en tête des détracteurs de la mondialisation, concernés d'abord par l'érosion de l'identité nationale. En Europe, les Français partageaient avec les Grecs et les Belges leur peur générale de la mondialisation, tandis que les Pays-Bas, le Portugal et l'Irlande y étaient les plus favorables. Quand il s'agissait spécifiquement de l'impact économique de la mondialisation, les Français étaient les plus nombreux à la voir comme une menace (58 %), à l'inverse des pays scandinaves, Suède en tête (24 %), qui l'interprétaient avant tout comme une opportunité. Quant au rôle des États-Unis dans le processus de mondialisation, c'était en France qu'il était le plus perçu comme étant trop élevé (83 % en France contre 61 % en Suède).

Beaucoup de facteurs ont été avancés pour expliquer cette « exception française » et cette méfiance envers la mondialisation bien plus extrême qu'ailleurs, alors même que les entreprises françaises tiraient profit de l'ouverture croissante du monde. Tout d'abord, la mondialisation, fondamentalement libérale, semblait représenter un défi direct à la tradition politique et économique étatiste et dirigiste. Les Français sont attachés au rôle central de l'État pour planifier, réguler et redistribuer, alors que les citoyens d'autres pays attendent moins de leur État, voire s'en méfient. La mondialisation inquiétait aussi particulièrement en France pour ses conséquences culturelles et identitaires potentielles, surtout quand cette mondialisation était assimilée à l'américanisation, provoquant jalousie et ressentiment dans un pays connu pour – et fier de – son antiaméricanisme. La mondialisation semblait aussi poser un défi tout particulier à la France, par la menace potentielle dont elle était supposée être porteuse vis-à-vis de certains principes et valeurs fondamentaux sur lesquels repose la République française : alors que celle-ci s'appuie, en théorie, sur le primat donné à la raison – l'État éclairé œuvrant à l'amélioration du destin collectif du peuple français –, la mondialisation serait un processus brouillon et désordonné qui interférerait avec la capacité de l'État à jouer son rôle. De plus, la mondialisation était perçue comme une menace pour l'importance et la place dans le monde d'une nation qui s'enorgueillit encore de sa prééminence internationale. Ajoutons à cela une tendance nationale collective au pessimisme, bien documentée depuis longtemps par les sociologues et apparente dans de nombreux sondages internationaux, et l'on comprend mieux pourquoi les Français ont toujours été si méfiants à l'égard de la mondialisation (Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg, *La Fabrique de la défiance... et comment s'en sortir*, 2012).

Une décennie plus tard, la France se singularise toujours par la radicalité de son rapport à la mondialisation, mais l'écart avec les autres pays s'est rétréci. Progressivement, vers le milieu des années 2000, la défiance à l'égard de la mondialisation, et en parti-

culier du libre-échange, s'est étendue dans le monde occidental. En Europe, le sondage Eurobaromètre de 2003 montrait que 65 % des citoyens européens interrogés voyaient la mondialisation d'un regard positif, contre 29 % qui en avaient une perception négative. Quand la question fut reposée par l'Eurobaromètre en 2006, 44 % des Européens attribuaient cette fois-ci à la mondialisation une connotation négative contre 42 % une connotation positive. Les perceptions s'étaient encore dégradées lors de l'enquête de 2010 – à l'exception des pays scandinaves qui continuent massivement de voir la mondialisation avant tout comme une opportunité de croissance économique. Pour les autres, la mondialisation peut certes être un levier de croissance économique et de développement, mais elle est aussi un facteur d'accentuation des inégalités sociales qui profite aux entreprises et non aux citoyens et qui accroît les problèmes environnementaux.

Hors d'Europe, on retrouve une inflexion similaire, avec l'entrée des critiques de la mondialisation dans les discours conventionnels. Aux États-Unis, la campagne électorale actuelle flirte avec des thèmes protectionnistes dans l'aile Tea Party des républicains et le président Obama fait de la réindustrialisation et du « juste échange » (« *fair trade* ») des thèmes phares de son effort de réélection. Cette progression de la peur de la mondialisation dans les pays occidentaux n'est pas étonnante puisque les gains de la mondialisation sont diffus et invisibles (exemples : subtile baisse des prix des produits de consommation, emplois liés à l'exportation), alors que ses coûts en sont concrets et tangibles (exemples : délocalisations, licenciements) et peuvent avoir un impact dévastateur très concentré sur une communauté. Le soutien en faveur du libre-échange reste cependant très fort, avec des majorités absolues en sa faveur dans tous les pays sondés par le *Pew Global Attitudes Project* en 2011.

Malgré ce rapprochement des autres pays vers des thèmes familiers dans notre contexte national, la France, dans son rapport à la mondialisation, continue cependant à se singulariser de ses pairs par son obsession collective, par son pessimisme et sa méfiance, et par la coupure qu'on y observe entre réalité et imaginaire.

Cette obsession collective, que j'avais déjà relevée en 2002 en recensant 3 500 articles publiés par *Le Monde* en 1999-2000 contre seulement 1 067 par le *New York Times* durant la même période, se retrouve exprimée, entre autres, dans la multiplication des rapports officiels commandités sur la mondialisation. Depuis le début de la présidence Sarkozy, on ne compte pas moins que le rapport Védrine de 2007 sur la France et la mondialisation (*Rapport pour le président de la République sur la France et la mondialisation*) ; le rapport Zinsou de 2008 sur l'Europe et la mondialisation (*France 2025 – Europe et mondialisation*) ; le rapport Cohen-Tanugi de 2008 sur une

stratégie européenne pour la mondialisation (*Euromonde 2015 – Une stratégie européenne pour la mondialisation*) ; et le rapport Boutin de décembre 2010 sur la dimension sociale de la mondialisation (*De la mondialisation à l'universalisation : une ambition sociale*).

Les Français, au tempérament national pessimiste, se distinguent aussi par leur méfiance persistante à l'égard de la mondialisation et leur tendance à considérer seulement ses effets négatifs tout en ignorant les opportunités qu'elle peut créer. Selon un sondage Ifop de janvier 2011 sur la perception de la mondialisation dans dix grandes économies, la France était le pays jugé le moins bien placé dans la compétition économique internationale par ses propres citoyens (avec 34 % de « bien placé » et « très bien placé », contre 40 % aux États-Unis, 70 % aux Pays-Bas et 79 % en Australie) – une méfiance allant en empirant puisque 50 % des Français interrogés jugeaient que leur pays était bien placé en 2006. Dans ce même sondage, la France se retrouvait à l'extrême des réponses à presque toutes les questions, qu'il s'agisse du jugement porté sur le système capitaliste et l'économie de marché (15 % de jugement favorable en France contre 65 % en Chine !), de la probabilité imminente d'une prochaine crise économique et financière, ou encore de la lutte contre les OPA conduites par des entreprises étrangères.

Enfin les Français restent extrémistes dans la coupure qu'ils entretiennent entre l'imaginaire et la réalité. Le récit national est fait de victimisation et de fatalité, mais les faits n'étaient ni l'une ni l'autre thèse, avec des indicateurs économiques et des comparaisons internationales utilisés parfois de façon sélective... D'une part, l'ouverture économique croissante de la France depuis cinquante ans a coïncidé avec la croissance de sa richesse, mais le discours sur la mondialisation, souvent biaisé, insiste principalement sur les dégâts provoqués par l'ouverture, sans mettre en valeur les bénéfices que la France en a tirés. D'autre part, les pays qui réussissent aujourd'hui dans la mondialisation sont justement ceux qui misent sur l'ouverture des marchés et l'intégration internationale toujours plus grande des chaînes de production et de distribution. L'économie française n'est justement pas si ouverte que l'on croit. Dans la zone euro, elle se situe au treizième rang sur seize, avec un taux d'ouverture au commerce international de 44 % (somme des importations et des exportations rapportée au PIB), alors que celui des Pays-Bas s'élève à 139 % et celui de l'Allemagne à 71 %. Similairement, selon l'index de mondialisation produit annuellement par l'Institut fédéral suisse de technologie à Zurich (ETH), la France se situait en 2011 au vingt-cinquième rang des pays mondialisés dans la dimension économique, après dix-sept autres pays européens. Le pays le plus mondialisé d'après cet index est Singapour, dont la réussite prouve qu'il n'y a pas de corrélation négative entre ouverture et mau-

vaise performance économique. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que les effets négatifs de la mondialisation soient imaginaires ; ils sont malheureusement bien réels pour tous ceux qui perdent leur emploi ou peinent à en trouver un du fait de la concurrence internationale. Mais cela veut dire que mal réussir dans la mondialisation n'est pas une fatalité. Pour Philippe Crouzet, P-DG de Vallourec, cela tient au rapport historique singulier que la France entretient avec le reste du monde : « L'étranger est soit une menace, soit un terrain d'aventures, mais pas une zone d'opportunités économiques ². »

PAS DE CONVERGENCE ENTRE INTÉRÊTS DES ENTREPRISES ET INTÉRÊTS DES PARTICULIERS ?

Cette coupure française entre réalité et imaginaire de la mondialisation s'explique en partie par la perception singulière que les Français entretiennent avec leurs entreprises. Ce qui est frappant en étudiant les rapports à la mondialisation dans une perspective comparative, c'est à quel point les Français ne voient pas dans la période contemporaine de convergence entre les intérêts des entreprises et les intérêts des particuliers, entre les intérêts privés et l'intérêt national. La recherche du profit par les entreprises est souvent interprétée comme allant à l'encontre de la croissance de l'emploi ou la poursuite de l'innovation. Cela est d'autant plus étonnant pour un pays qui, jusqu'à une période récente, défendait et promouvait les champions nationaux.

Le fait que les grands groupes français aient bel et bien bénéficié de la mondialisation semble consensuel. Ce qui l'est moins, c'est la question de savoir si le reste du pays profite de leur succès. Dans toute l'Europe, la perception est partagée que la mondialisation profite aux grandes entreprises et non aux citoyens, mais les Français se distinguent là encore par le fait que cette perception soit tellement répandue (77 % en France contre une moyenne européenne de 62 %) ³.

Certes, les grands groupes peuvent sembler, tant dans leur action que dans leur composition, autant multinationaux et apatrides que français. Les plus internationalisés d'entre eux font l'essentiel de leur chiffre d'affaires et emploient la majorité de leurs effectifs en dehors du territoire français – là où les attendent les matières premières, les marchés, le savoir-faire, ou encore les coûts de production plus bas. De plus, si les

2. Entretien avec l'auteur, janvier 2012.

3. Eurobaromètre, Commission européenne, 2010.

chiffres généraux montrent une économie française mondialisée, les chiffres détaillés font apparaître qu'en fait l'essentiel des exportations françaises est assuré par un tout petit nombre d'entreprises – mille assurent 70 % du chiffre d'affaires à l'export. Dans ce cas, comment justifier que leur performance bénéficie à l'intérêt national ?

La poursuite du profit par ces entreprises n'est pas antithétique de la poursuite de l'intérêt économique des Français pour plusieurs raisons. Tout d'abord, car ces grands groupes sont de gros employeurs qui conservent en France un effectif surdimensionné par rapport à leurs ventes domestiques. Ainsi, Vallourec, par exemple, réalise 5 % de ses ventes en France mais y emploie 25 % de ses effectifs. Michelin possède beaucoup d'unités de production dans le monde, mais celles-ci sont très automatisées, tandis que ses centres décisionnels et de recherche et développement restent pour l'essentiel en France. Les emplois qui restent en France sont concentrés dans l'administration des centres de décision et dans la recherche et sont des emplois généralement qualifiés et bien rémunérés. Les entreprises du CAC 40 emploient aujourd'hui environ 1,5 million de salariés. Selon l'Observatoire des salaires, les employés des grands groupes gagnent, à fonction égale, 10 à 12 % de plus que dans les PME, sans compter les avantages divers (comité d'entreprise, intéressement, mutuelle, etc.). Plus généralement, il semble que l'emploi des groupes en France soit positivement corrélé avec leur activité à l'étranger⁴. Enfin, la notoriété internationale de ces grands groupes – des champions performants connus dans le monde entier – fait beaucoup pour l'image de marque de la France et permet un effet d'entraînement pour les autres entreprises françaises qui profitent de cette réputation. C'est un avantage particulièrement utile dans une économie mondialisée où la France doit trouver une « niche » qui ne soit pas basée sur la compétitivité des coûts de production, mais plutôt sur le savoir-faire, la réputation de bonne qualité, et son image de luxe et de bon goût.

Oui, nous sommes dans une économie à deux vitesses quant à la mondialisation : d'un côté, ceux qui sont dans la mondialisation, qui en profitent et la font progresser ; de l'autre, ceux qui n'y sont pas et qui en subissent les dommages collatéraux. Mais une des particularités françaises est que la sphère publique ne met pas en avant les performances des premiers pour essayer de tirer les seconds. Le problème, ce n'est pas, comme l'avait fameusement dit George W. Bush dans un bon mot involontaire, que la France n'a pas de mot pour « entrepreneur ». Le problème, c'est que dans notre pays « entreprise » semble souvent être un gros mot. Il est difficile d'avoir une perception objective de la mondialisation quand les avantages qu'en tirent les grandes entreprises

4. Lionel Fontagné et Farid Toubal, *Investissement direct étranger et performances des entreprises*, Conseil d'analyse économique, 2010.

françaises, leurs salariés et leurs sous-traitants ne sont pas pris en compte, alors que seuls sont soulignés les impacts négatifs. Cette absence de convergence perçue entre les intérêts privés et l'intérêt général en France vient en partie du faible taux de syndicalisation et de négociation collective qui place les employeurs et les employés en position de confrontation davantage que de partenariat, et en partie du « degré d'inculcure entrepreneuriale de la classe politique française », comme le remarque Philippe Crouzet ⁵, qui est le fait de la trajectoire de carrière des hommes politiques – la conception de la politique comme une carrière étant une véritable spécificité française qui leur fait souvent envisager la défense des entreprises comme une compromission. Il existe bien aujourd'hui en France une coupure entre les représentations des dirigeants publics et des dirigeants d'entreprise. Ces derniers continuent à voir le bilan de la mondialisation comme une opportunité, malgré ses coûts réels, alors que les dirigeants publics y voient principalement des coûts, malgré des bénéfices réels.

L'ÉTAT PROTECTEUR A REMPLACÉ L'ÉTAT PROVIDENCE

L'idée est désormais bien ancrée, en France et ailleurs, que nous avons franchi une nouvelle étape dans la mondialisation. Le monde occidental observe, impuissant, sa désindustrialisation progressive. Aux États-Unis, le thème de la réindustrialisation est, non sans controverses, au cœur du programme du président et du candidat Obama qui prône, notamment, un crédit d'impôts pour les entreprises qui produisent aux États-Unis et la lutte contre la concurrence déloyale. En Amérique latine, les pays du Mercosur ont récemment décidé de relever les taxes à l'importation afin de favoriser la relocalisation de la production. En France, la désindustrialisation est bien une réalité : 2 millions d'emplois perdus en trente ans, dont 740 000 entre 2000 et 2009 ; la part de l'industrie dans le PIB est passée de 24 % à 14 %.

Les Français sont collectivement conscients de la vulnérabilité impliquée par la désindustrialisation, non pas parce qu'en soi une économie de services plutôt que de biens ne puisse pas aussi être source de richesse dans un monde globalisé – après tout, les emplois de services, surtout de proximité, sont plus difficiles à délocaliser que les emplois industriels. Mais la peur, justifiée, est qu'en l'absence de production nationale on ne puisse plus financer les généreux programmes sociaux qui caractérisaient l'État providence à la française et que les pays émergents se livrent à un *dumping* social qui aurait à terme des répercussions à la baisse sur notre propre protection sociale.

5. Entretien avec l'auteur, janvier 2012.

Ces peurs ne sont ni dénuées de fondement ni spécifiques à la France. Partout la capacité de l'État à jouer un rôle actif dans la croissance économique et le bien-être de ses citoyens a été érodée par la mondialisation. Partout des voix s'élèvent pour suggérer le protectionnisme comme une réponse aux peurs et aux réalités engendrées par la mondialisation. Ce qui est singulier, cependant, c'est à quel point les appels à la protection sont répandus dans la sphère publique et occupent désormais une place de plus en plus centrale et acceptée dans le discours des leaders politiques et à quel point on attend encore en France tant d'un État qu'on imagine riche et omnipotent. Le protectionnisme n'est plus un sujet tabou en France et est récemment redevenu une option politique comme les autres. En revanche, aucun des candidats à la présidentielle de 2012 ne défend le libre-échange.

C'est un protectionnisme généralement qualifié par des épithètes : le « protectionnisme social et économique » de Marine Le Pen ; le « protectionnisme raisonnable », pour l'association Pour un débat sur le libre-échange qui regroupe universitaires et économistes de bords politiques divers ; le « protectionnisme moderne » de Laurent Wauquiez ; le protectionnisme « nouvelle vague » et « créatif, moderne, dépoussiéré et flambant neuf » d'Arnaud Montebourg et Emmanuel Todd ; le « protectionnisme européen » de Jean-Luc Mélenchon, Arnaud Montebourg, ou encore des universitaires comme Gaël Giraud ; le « protectionnisme inévitable » des journalistes Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger et Adrien de Tricornot. Même François Bayrou défend une certaine forme de protectionnisme avec son exhortation à « produire en France ».

La voix alternative, celle qui est offensive plutôt que défensive, celle qui montre que l'Europe, malgré ou grâce à la mondialisation, a conservé une part stable du marché mondial depuis vingt ans mais que la France est moins compétitive et a perdu des parts de marché en Europe face à d'autres pays qui n'ont pourtant pas eu recours au *dumping* social ou environnemental, a du mal à se faire entendre. Selon Pascal Lamy, « pour escamoter le discours sur la compétitivité, qui relève largement de mesures de politique économique, on recourt à une mythologie mêlant la ligne Maginot et *La Colline inspirée*. Le protectionnisme français est barrésien et teinté juste comme il faut de xénophobie. L'enfer, c'est les autres ⁶ ! ».

6. Pascal Lamy, « Le protectionnisme qui protège est un mythe », *Le Point*, 19 janvier 2012.

DE L'ALTERMONDIALISME À LA DÉMONDIALISATION, LA DÉPOLITISATION DU DÉBAT

Il n'est donc pas surprenant que la France soit le pays ou le thème de la démondialisation ait pris le plus d'essor et connu une telle ampleur dans le discours collectif national. Certes, le terme de démondialisation a été forgé par l'économiste philippin Walden Bello, mais c'est en France que le concept s'est répandu comme un feu de paille et a pénétré fermement le discours politique.

Rappelons que la France se trouvait à l'épicentre du mouvement altermondialiste qui connut son apogée il y a dix ans. La création de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac) en 1998 avait connu un vif succès médiatique et populaire en France et avait été suivie par l'expansion du mouvement dans d'autres pays européens. En 1999, José Bové était un des héros du mouvement qui manifestait contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, et en 2002 les hommes politiques français se précipitaient pour assister au forum social mondial de Porto Alegre, l'anti-Davos.

Depuis dix ans, le mouvement donnait l'impression de s'être essoufflé. Il n'attirait plus l'attention des médias ou de l'opinion publique. Mais cela ne veut pas dire pour autant que la France s'était convertie à la potion néolibérale pendant une période de relative prospérité économique, même si en 2007 José Bové et son thème d'« un autre monde est possible » ne faisait plus recette. La « mondialisation heureuse », dont Alain Minc s'était fait le porte-parole, n'a jamais vraiment pris racine dans la conscience française. Pour chaque pamphlet promondialisation publié en France, on en trouve le double qui la critiquent, avec souvent bien plus de succès. Personne n'a véritablement expliqué ni défendu la mondialisation de façon convaincante pendant cette décennie. Même Nicolas Sarkozy, dans son discours sur « la France dans la mondialisation » prononcé à Saint-Étienne en novembre 2006, alors que beaucoup voyaient dans le candidat un dangereux néolibéral importateur d'une vision anglo-saxonne de l'économie de marché, passa plus de temps à convaincre de la nécessité de la protection qu'à défendre les bienfaits de la mondialisation.

Le mouvement altermondialiste ne s'est pas essoufflé, même s'il n'a quasiment plus de visibilité dans la sphère médiatique et politique. Bien au contraire, il s'est dissous dans la masse et métamorphosé en raison – en plus de ses problèmes internes – de son propre succès. Beaucoup de ses revendications avaient désormais été reprises et cooptées par la sphère politique et ses idées sont maintenant au cœur du débat – à commencer par la fameuse « taxe Tobin » sur les transactions financières avec

laquelle Nicolas Sarkozy ouvrait en janvier 2011 la présidence française du G20 et qu'il a réaffirmée comme un de ses objectifs dans son intervention télévisée de février 2012, taxe qui figure par ailleurs dans les programmes du PS et d'Europe-Écologie-Les Verts.

C'est donc naturellement que le discours en France a évolué de l'altermondialisme à la démondialisation et y a trouvé un terrain fertile. Depuis un an, ce thème connaît un franc succès, et en librairie, et dans la presse, et dans le discours politique. Le livre d'Arnaud Montebourg *Votez pour la démondialisation*, qui qualifie la mondialisation d'« escroquerie mondiale », avait été vendu à 55 000 exemplaires de mai à octobre 2011. De nombreux autres ouvrages sont parus sur le même sujet, comme *La Démondialisation : Idées pour une nouvelle économie mondiale*, traduction du livre de l'économiste philippin Walden Bello ; *La Démondialisation* de Jacques Sapir ; et *Inévitable protectionnisme* des journalistes Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger et Adrien de Tricornot en 2012. Gageons que le livre de Pierre Lellouche *Mondialisez-vous !* ne rencontrera pas le même succès.

En plus de la vaste exposition accordée au thème de la démondialisation dans le débat public, ce qui distingue la France c'est à quel point le concept traverse l'échiquier politique. Les électeurs socialistes et ceux de l'UMP ont des interprétations globalement similaires de l'impact de la mondialisation sur la France – selon un sondage Ifop de 2011, 90 % des sympathisants socialistes pensent que la mondialisation a eu des effets négatifs sur l'emploi en France, contre 84 % des sympathisants de l'UMP, et la demande de protectionnisme transcende les clivages partisans, avec 71 % des sympathisants socialistes et 75 % des sympathisants de l'UMP qui se prononcent en sa faveur. L'absence de différenciation marquée entre la gauche et la droite sur les sujets économiques se retrouve dans l'accueil réservé en France au thème de la démondialisation. Les altermondialistes venaient de la gauche radicale, mais les « démondialistes » se retrouvent partout, de l'extrême gauche à l'extrême droite, formant des coalitions hétéroclites, même si les implications de la démondialisation (souverainisme, protectionnisme, autosuffisance, contrôle des capitaux, voire une sortie de l'euro et du libre-échange) peuvent sembler fondamentalement radicales. Arnaud Montebourg, qui avait fait de la démondialisation son cheval de bataille, a remporté 17 % au premier tour de la primaire socialiste. Quant aux sympathisants extrémistes, qui sont souvent les perdants de la mondialisation, ils jugent souvent les hommes politiques de gauche « trop

tièdes » face à la mondialisation et ceux de droite « trop impliqués dans ses intérêts », donc le thème de la démondialisation résonne facilement chez eux ⁷.

Une dernière singularité dans le débat français contemporain sur la mondialisation et la démondialisation est sa dimension intellectuelle et abstraite. Comme le remarque Pascal Lamy : « Dans les quelques pays – États-Unis, Chine, Brésil – où le protectionnisme est évoqué, il s'agit de défendre des secteurs, l'acier, l'automobile, le textile, le sucre... La démarche est concrète, pragmatique. En France, on refait le monde. Ce sont des discussions abstraites, étonnamment éloignées de la réalité ⁸. » C'est un débat autour de concepts, que l'on retrouve plus dans les sphères intellectuelles que dans le milieu des affaires ou encore des syndicats. La nature abstraite du débat, qui bien souvent porte sur la question de savoir si on est « pour » ou « contre » la mondialisation, vient en partie de l'absence de culture économique des Français.

En bref, dix ans après l'apogée de la contestation altermondialiste, le rapport de la France à la mondialisation la singularise moins du reste des pays occidentaux – ces derniers l'ayant peu à peu rejointe jusqu'à embrasser certains de ses thèmes de prédilection et en appellent aujourd'hui à une certaine forme de protection, de réindustrialisation et de patriotisme économique. Mais la France continue de se distinguer par l'absence de voix véritablement audibles pour suggérer que la réponse à la mondialisation peut être de se projeter plutôt que de se protéger et que les mauvaises performances nationales dans l'économie mondialisée ne sont pas forcément une fatalité imposée par les autres.

7. Alain Mergier et Jérôme Fourquet, *Le Point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Fondation Jean-Jaurès, 2011.

8. *Ibid.*

L'Europe impuissante

La crise de l'euro a précipité une seconde évolution récente dans l'attitude des Français face à la mondialisation : la désillusion croissante sur la capacité de l'Europe à « maîtriser » la mondialisation. La construction européenne avait été vendue au public français dans les années 1990 et 2000 simultanément comme un rempart et comme un levier face à la menace (et aux bénéfices) que représenterait le processus d'approfondissement des échanges mondiaux. Mais aujourd'hui les Français perçoivent que l'Europe a agi plus comme un cheval de Troie que comme un protecteur contre la mondialisation.

L'EUROPE N'A PAS SU « MAÎTRISER » LA MONDIALISATION

Depuis l'avènement du marché unique européen en 1992, la construction européenne a entretenu un rapport ambigu à la mondialisation. D'une part, l'Union européenne s'est comportée comme un laboratoire de la mondialisation où l'on a pu observer, à échelle réduite, l'impact économique et social des processus de dérégulation et de libre-échange. D'autre part, l'Europe promettait d'aider les Européens à profiter des bons effets de la mondialisation tout en les protégeant des mauvais.

La promesse faite par les dirigeants français et européens à la fin des années 1990 était que l'Europe permettrait de « maîtriser » la mondialisation. Maîtriser suggère l'idée de dominer et de contrôler. Pour les hommes politiques, pouvoir maîtriser la mondialisation était une façon de prouver qu'il leur restait une marge de manœuvre politique et qu'ils n'avaient pas abdiqué face aux forces du marché et des contraintes externes, justifiant ainsi leur existence et le primat de la politique sur le technocratique. De Jacques Chirac à Lionel Jospin, la promesse avait été faite par les leaders politiques au début des années 2000 que la mondialisation, inévitable et globalement bénéfici-

ciaire à la France, pouvait aussi être contenue, domptée, façonnée et réglementée afin d'atténuer ses effets les plus potentiellement dévastateurs.

C'est Pascal Lamy, commissaire européen au Commerce de 1999 à 2004, qui promut et popularisa l'idée que la construction d'une Europe forte, surtout dans sa dimension commerciale et financière, était l'instrument le plus adéquat pour maîtriser la mondialisation. Cela supposait que l'Europe conçoive et fasse respecter de plus en plus de règles internationales, qu'elle étende la juridiction et le nombre de membres des organisations internationales, et qu'elle augmente les pouvoirs de ces mêmes organisations. De fait, le discours sur la maîtrise de la mondialisation n'était pas purement rhétorique. L'Union européenne a véritablement tenté, parfois avec succès, parfois avec moins de succès, de mettre en œuvre des politiques substantielles pour essayer de faire que la mondialisation se déroule selon ses propres règles, avec les autres pays se conformant aux normes européennes, et pour en limiter autant que possible l'impact négatif sur les citoyens européens. Parmi ces efforts, on compte notamment le renforcement des capacités communautaires de régulation afin de faire évoluer les normes globales (*i.e.* sécurité alimentaire, confidentialité des données, normes environnementales) et le développement de politiques communautaires pour redistribuer les coûts de la mondialisation, comme la création en 2007 du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) qui soutient la réinsertion des travailleurs qui ont perdu leur emploi en résultat direct de la mondialisation de l'économie.

Le problème central avec cet objectif de maîtrise européenne de la mondialisation est que même s'il a des effets manifestement positifs, il contient d'inhérentes tensions et contradictions. Paradoxalement, en permettant aux organisations internationales de maîtriser la mondialisation au lieu de la libérer et de la débrider, la construction européenne l'a aussi accélérée. Certes, l'Union européenne a servi de rempart, de par sa taille et ses économies d'échelle, aux assauts des effets les plus potentiellement dévastateurs de la mondialisation. Mais l'intégration européenne a aussi agi comme un cheval de Troie qui a facilité la pénétration de la mondialisation dans les pays européens, notamment par l'introduction et l'application de la concurrence.

Les chocs conjoints de la crise financière mondiale et de la crise de la dette souveraine européenne ont précipité la désillusion envers la capacité de l'Europe à maîtriser la mondialisation puisqu'elle n'a pu prévenir ou contenir ni l'une ni l'autre. La croissance faible depuis une décennie, accompagnée du chômage, du sous-emploi, de la précarisation, qui contraste avec la dynamique des pays émergents, suggère, au mieux, que l'Europe a été dépassée par la mondialisation, et au pire que l'Europe est la cause des maux d'aujourd'hui. À la question posée par un sondage Eurobaromètre sur

l'Europe et la mondialisation en 2010 demandant si l'Union européenne aidait les citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation, 42 % des sondés répondaient oui contre 38 % de non – mais les Français se distinguent encore, avec seulement 29 % de oui contre 54 % de non en France, le taux de réponse positive le plus faible des vingt-sept pays de l'UE.

La vision qui domine en France désormais est que l'Europe, trop « molle », a exposé la France au lieu de la protéger. Le projet européen paraît usé, incapable de défendre le bien commun, inapte face aux défis posés par la concurrence internationale et la transition vers un monde nouveau. À cela, le débat français actuel offre deux réponses : soit se protéger à l'échelle européenne, soit se protéger de l'Europe.

SE PROTÉGER À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE...

Une attitude partagée par beaucoup de Français à l'heure actuelle est que l'Europe est l'échelle à laquelle il faut se protéger. Déjà en septembre 1992, à l'époque de Maastricht, François Mitterrand promettait : « une Europe forte vous protégera mieux ». Mais la protection escomptée n'a pas été atteinte par la simple force de la construction européenne et de l'effet de masse critique créé par le grand marché unique européen. À la place, il faut prendre les choses en mains.

L'idée est de se protéger à l'échelle européenne en érigeant une sorte de « cordon sanitaire » aux frontières de l'Union européenne afin de lui permettre de résister à la concurrence internationale au lieu de l'aborder, comme elle l'a fait jusqu'ici, avec naïveté. Certains, comme l'économiste Gaël Giraud, font un plaidoyer pour un « protectionnisme européen raisonné » qui imposerait des barrières douanières autour de l'UE pénalisant les biens, services et capitaux importés des pays « qui ne respectent pas les conditions de travail “ décentes ” préconisées par l'Organisation internationale du travail ; qui ne respectent pas les accords internationaux de Kyoto ; qui tolèrent les sociétés écrans et permettent de contourner l'impôt dû ailleurs (non pas les paradis fiscaux au sens de la liste “ grise ” de l'OCDE, vidée de toute substance, mais au sens, par exemple, de l'indice d'opacité financière établi par le *Tax Justice Network*)⁹ ».

9. Gaël Giraud, « Plaidoyer pour un protectionnisme européen », *Projet*, n° 321, avril 2011, pp. 79-87.

Dans leur majorité (54 %), les Français se disent favorables à un tel protectionnisme européen, même s'il peut mener à une conception autarcique de l'Europe – et ressembler à une ligne Maginot... L'appartenance partisane ne semble guère faire de différence en la matière. D'après un sondage CSA d'octobre 2011, une « politique commerciale protectionniste » est soutenue par 61 % des sympathisants de droite interrogés et 57 % des sympathisants de gauche (les sympathisants du Modem sont les plus réticents au protectionnisme).

Cette vision française d'une Europe-forteresse au service de la protection pose deux problèmes essentiels. Tout d'abord, elle est fondée sur la conception que l'Europe est une passoire qui ne sait pas se protéger. Pascal Lamy remarque que c'est une erreur de diagnostic car « l'Europe est un marché extrêmement régulé, avec aux frontières européennes des normes techniques, sanitaires, phytosanitaires extrêmement rigoureuses. L'Europe n'est ni plus ni moins protégée que les États-Unis ou le Japon ¹⁰ ». De fait, le taux moyen de protection de l'Union européenne, calculé comme une moyenne pondérée des barrières tarifaires et non tarifaires, est en effet très faible (5,1 %), mais il est similaire à celui des États-Unis (5,6 %), du Canada (4,9 %), et de la Suisse (5,2 %) ¹¹ (Banque Mondiale 2012).

Le deuxième problème, c'est que la création d'une Europe véritablement protectrice suppose une action concertée avec nos voisins puisque la politique commerciale est déterminée au niveau communautaire. Pour cela, il faudrait que les intérêts des Vingt-sept soient convergents. Mais les autres pays européens ne souhaitent pas un relèvement du tarif extérieur commun et ne croient pas au protectionnisme, même raisonné et même européen, comme solution à la concurrence internationale.

... OU SE PROTÉGER DE L'EUROPE ?

Une réponse alternative qui se fait entendre en France est celle, encore plus radicale, de se protéger de l'Europe puisque l'Europe n'a pas su nous protéger de la mondialisation. Si la construction européenne est ce qui a surexposé la France et l'a démunie face à la concurrence, alors la meilleure façon de maîtriser la mondialisation est de maîtriser son destin national en reprenant les choses en mains. On retrouve, amplifiés, les clivages et les arguments qui étaient apparus au moment des référendums sur le

10. Vincent Barros, « Aide de la Chine à l'Europe : êtes-vous Lamy ou Brunet ? », *Marianne*, 2 novembre 2011.

11. Banque mondiale, 2012.

traité de Maastricht en 1992 et sur le traité constitutionnel européen en 2005. Ce sont les fondements mêmes de l'intégration européenne qui sont remis en cause, y compris l'existence de la monnaie unique.

La crise de la zone euro, en particulier, a attisé l'hostilité contre les institutions européennes et ravivé les accusations de déficit démocratique. Les plans d'aide et les programmes d'austérité sont perçus dans l'opinion publique comme imposés par les eurocrates de Bruxelles, et les gouvernements européens non plus démocratiquement élus, mais désignés par les marchés. La décision européenne est ressentie comme subie, pas choisie. À la place, la nation doit reprendre le contrôle de ses frontières et de sa souveraineté. C'est ce que prônent notamment le Front national, mais aussi des intellectuels et économistes de tous bords, nombre d'entre eux venant de la mouvance altermondialiste, comme Jacques Nikonoff et Jacques Sapir.

Ce nouveau protectionnisme national serait d'autant plus justifié, d'après cet argument, que la vraie menace pour l'économie française vient non des pays émergents mais bien de nos partenaires européens. En 2011 la France a effectué 58 % de ses importations et 61 % de ses exportations avec des pays membres de l'UE – l'Allemagne étant son principal partenaire (et concurrent) commercial. Ses principaux déficits commerciaux sont avec la Chine, l'Allemagne et la Belgique. Pour se protéger, il faudrait donc se protéger d'abord vis-à-vis de l'Allemagne et de la Belgique.

La réalité d'une Europe qui a garanti la paix sur le continent et la prospérité dans un monde globalisé où l'UE est encore la première puissance commerciale mondiale et où certains pays s'en tirent bien mieux que d'autres alors que leur politique commerciale est gouvernée par des règles communes ne pèse pas lourd aujourd'hui face au sentiment généralisé de désillusion quant à la capacité de l'intégration européenne à maîtriser la mondialisation.

La fin de l'américanisation du monde

Le discours actuel sur la mondialisation en France montre qu'un découplage s'est opéré récemment entre mondialisation et américanisation. De fait, les États-Unis ont quasiment disparu du débat français. Pourquoi et comment la mondialisation a-t-elle perdu son visage américain aux yeux des Français, et quelles sont les conséquences politiques de ce découplage ?

LA MONDIALISATION À VISAGE AMÉRICAIN

Il y a dix ans encore, la mondialisation était perçue en France comme un phénomène qui portait indéniablement, pour le meilleur et pour le pire, la marque des États-Unis. Plus qu'ailleurs, les Français voyaient en la mondialisation un instrument de domination américaine et un outil pour promouvoir les valeurs et les intérêts des États-Unis dans le monde. Le discours public sur la mondialisation en France était bien déjà un débat entre le libre-échange et le protectionnisme, mais prenait place autant sur le terrain culturel que sur le terrain économique.

Dans sa dimension économique, la mondialisation représentait un transfert des pratiques et valeurs américaines. Elle allait main dans la main avec la diffusion du « consensus de Washington » et de l'orthodoxie capitaliste « néolibérale » qui impliquaient notamment la libéralisation des échanges, la dérégulation financière, les privatisations, et plus généralement le primat du privé sur le public. Cela posait un défi tout particulier à la culture économique française, et en particulier à son modèle dirigiste selon lequel c'est l'État, et non les individus, qui est l'acteur principal de la société. D'après un sondage Eurobaromètre de 2003, c'est en France que le plus grand nombre de personnes interrogées (83 %) déclaraient que les États-Unis avaient « trop d'influence sur le processus de mondialisation ».

L'appréhension française de la mondialisation comportait aussi, plus singulièrement que dans les autres pays européens, une dimension culturelle. Le discours sur la mondialisation d'il y a une décennie était présenté comme une question identitaire, et la résistance à la mondialisation était une résistance nationale contre l'impérialisme et le rouleau compresseur culturel américain. Au pays d'Eurodisney, la mondialisation était mesurée par le nombre de McDonald's, l'expansion des cafés Starbucks et le ratio annuel de *blockbusters* américains par rapport aux films français. La mondialisation était accompagnée d'une marée anglophone, et cette nouvelle *lingua franca* menaçait non seulement la culture, mais aussi le rang international de la France. Le discours français sur la mondialisation se fondait dans le discours sur l'exception culturelle. Plus que leurs pairs européens, les Français exprimaient un ressentiment, voire une jalousie, à l'égard de la nature américaine de la mondialisation – qui se retrouvait dans les sondages d'opinion montrant qu'à la fin des années 1990, sous la présidence Clinton, les opinions négatives des États-Unis avaient commencé à croître et étaient plus négatives en France qu'ailleurs en Europe (à l'exception de l'Espagne)¹².

À cause de cette association fréquente entre mondialisation et américanisation, et de la perception que l'expansion de la mondialisation était un triomphe américain, les États-Unis se retrouvaient dans une « situation perdant-perdant » non seulement en France, mais aussi dans de nombreux pays européens. Les bénéfices apportés par la mondialisation n'étaient pas crédités aux États-Unis, mais les effets négatifs, en revanche, l'étaient directement – que ce soit sur l'environnement, les inégalités ou la culture. En France, il n'y avait alors aucun doute que les États-Unis étaient le principal moteur et le principal bénéficiaire de la mondialisation.

LES AMÉRICAINS NE TIRENT PLUS LES FICELLES DE LA MONDIALISATION

Aujourd'hui, cette empreinte indéniablement américaine sur la mondialisation s'est quasiment effacée. Le thème de la mondialisation a fait un retour en force dans la campagne présidentielle française, alors qu'il avait été éclipsé dans les cycles électoraux précédents par un discours sur la sécurité et sur le pouvoir d'achat, mais il a perdu presque entièrement sa composante antiaméricaine. Cette « désaméricanisation » du discours français sur la mondialisation est d'autant plus étonnante qu'elle se produit dans le sillage de la crise économique et financière dont les États-Unis sont pourtant les premiers responsables.

12. Pew Global Attitudes Project, 2011.

Cette nouveauté et ce paradoxe s'expliquent d'abord par le fait que les États-Unis sont désormais vus, eux aussi, comme victimes d'un phénomène dont ils ne tirent plus les ficelles. Ce n'est plus le BigMac mais bien l'employé chinois fabriquant des portables qui est devenu la représentation de la mondialisation aujourd'hui. La crise financière de 2008 est certes partie des États-Unis et a été déclenchée par les excès du capitalisme néolibéral américain, mais l'une de ses conséquences essentielles a été de précipiter la perte de puissance et de prestige de l'ancienne « hyperpuissance ». Ses vulnérabilités révélées, la nation américaine est passée du statut de coupable au statut de victime – les millions d'Américains en deçà du seuil de pauvreté, tous les travailleurs ayant perdu leur maison, et les milliers de milliards de dollars de dette américaine désormais entre des mains chinoises en étant la meilleure illustration. Les ambivalences françaises quant à la mondialisation trouvent aujourd'hui écho dans les ambivalences américaines.

L'attitude française a clairement évolué pour ce qui est d'assigner les responsabilités, et les Américains ne sont plus automatiquement désignés dans notre pays comme un bouc émissaire. Selon le sondage annuel Pew Global Attitudes Project, seulement 8 % des Français interrogés désignaient les États-Unis comme responsables de la situation économique actuelle (contre 68 % pour leur propre gouvernement) – ironiquement le taux de réponses le plus faible des pays européens sondés par Pew et l'un des taux les plus faibles des vingt pays participant à l'enquête.

La perception grandit en Europe que les États-Unis et les pays européens sont dans le même bateau face à la mondialisation. Des enquêtes successives de l'Eurobaromètre ont montré une progression du sentiment au sein de l'opinion d'une convergence entre intérêts européens et américains dans la mondialisation. En 2008, 41 % des Européens interrogés pensaient que les intérêts des États-Unis et de l'Europe dans la mondialisation étaient différents, contre 37 % qui pensaient qu'ils coïncidaient. En 2010, les chiffres s'étaient renversés, avec 41 % pensant que les intérêts coïncidaient contre 38 % croyant qu'ils divergeaient. Comme à son habitude, la France se distingue cependant dans ce sondage avec l'un des taux les plus élevés en Europe de réponses montrant que les intérêts ne coïncident pas (49 %).

Ce découplage entre mondialisation et américanisation s'explique aussi car la peur économique, qui n'a plus de visage américain, a bel et bien pris le dessus sur la peur culturelle. Le spectre de l'homogénéisation culturelle sur le modèle américain, qui était la caractéristique la plus singulière de la résistance française à la mondialisation, a quasiment disparu du discours aujourd'hui.

Ce retranchement de la peur culturelle derrière la peur économique vient sans doute du fait que la montée en puissance de la Chine, et dans une moindre mesure de l'Inde et des autres Brics, amène avec elle des inquiétudes qui n'ont rien de commun avec ce qu'étaient les inquiétudes suscitées par l'américanisation. Tant que la mondialisation était perçue comme un phénomène américain, les reproches qu'on lui faisait étaient qu'elle symbolisait un rouleau compresseur culturel qui contribuait à la « coca-colonisation », à la « McDo-isation » et à la « Disney-ification » du monde, et qu'elle disséminait les valeurs américaines de l'individualisme et de la concurrence au détriment des valeurs françaises d'égalité et de solidarité. Mais les peurs d'aujourd'hui sont plus immédiates et plus existentielles, mettant en lumière l'inéluctable perte d'emplois due à la concurrence souvent déloyale des économies émergentes et les doutes quant à la possibilité à terme pour la France de préserver ses standards, sociaux et autres.

Le fait que la mondialisation n'ait pas non plus véritablement amené cette homogénéisation culturelle tant redoutée par les Français explique aussi ce découplage entre mondialisation et américanisation. Soit, les Champs-Élysées scintillent d'enseignes et d'affiches qui brillent aussi sur toutes les grandes avenues du monde, de Rodeo Drive à Ginza. Mais rappelons-nous deux choses. Premièrement, que l'on retrouve certes une certaine homogénéisation dans toutes les villes de France et d'Europe, mais que les magasins présents partout sont autant Zara (Espagne), H&M (Suède) et Body Shop (anglais à l'origine), que des enseignes américaines. Les McDonald's ont continué à proliférer, mais les restaurants de sushis et les échoppes de kébabs aussi. Et deuxièmement, que beaucoup des vitrines, de Dubai à Shanghai, disent « Louis Vuitton », « Cartier » et « L'Occitane ». L'homogénéisation est partiellement arrivée, mais elle a un aspect global et pas exclusivement américain comme les Français le craignaient il y a dix ans encore.

De plus, la mondialisation a simultanément entraîné de l'homogénéisation et de la diversité. Les avancées technologiques ont permis un accès plus facile à toutes sortes de contenus culturels et la capacité de diffuser instantanément ce contenu à travers le monde. Les vrais obstacles à la diffusion de la culture française dans le monde d'aujourd'hui sont plus culturels qu'économiques ou technologiques. Le débat contemporain sur la mondialisation en France n'est donc plus un débat sur l'exception culturelle ou un débat sur l'américanisation inéluctable de nos écrans, de nos lectures et de nos assiettes.

4

La Chine, figure dominante de la mondialisation ?

Si la mondialisation n'est plus orchestrée par les États-Unis, elle les a remplacés par un nouveau « chef », principal moteur et bénéficiaire, dans les perceptions des Français. Ces dernières années ont vu monter en puissance le discours sur la « menace chinoise » dans le débat public sur la mondialisation. De fait, alors que la mondialisation avait pour ses détracteurs une face américaine à la fin des années 1990, celle-ci a désormais pris le visage de « l'empire du Milieu ».

« SYNDROME CHINOIS » ET « PÉRIL JAUNE »

Pour les Français, le monde « postaméricain » est une certitude et a déjà commencé. Les Français sont convaincus que la Chine va à terme supplanter les États-Unis comme superpuissance et qu'elle est déjà la première économie du monde.

À la question posée en 2011 par le sondage Pew Global Attitudes Project dans vingt pays de savoir si la Chine avait déjà remplacé les États-Unis comme la principale superpuissance du monde, les Français étaient les plus nombreux à répondre affirmativement (23 %). Ils étaient aussi les plus nombreux à penser que la Chine avait déjà remplacé ou allait remplacer à terme les États-Unis (72 % en 2011, contre 55 % en 2009).

En ce qui concerne l'économie, les perceptions en France sont que nous sommes déjà dans un monde dominé par la Chine – même si ces perceptions sont encore très éloignées de la réalité. Comme leurs voisins européens, les Français répondent en majorité (47 %) que la Chine est aujourd'hui la principale puissance économique du monde.

Cette montée en puissance chinoise n'est pas vue positivement en France. Un sondage Ifop de 2011 montre que les Français sont les plus nombreux, parmi les dix pays interrogés, à caractériser la forte croissance de la Chine et de l'Inde comme une grave menace pour les entreprises et l'emploi (57 %) et les moins nombreux à interpréter cette croissance comme une source d'opportunités (28 %). Les questions posées par Pew en 2011 relèvent la même singularité française : les Français sont les plus nombreux sur vingt pays à considérer la croissance de la puissance militaire de la Chine comme une mauvaise chose (83 %) et les seconds après la Turquie à considérer la croissance économique de la Chine comme négative (59 %). C'est que l'Europe et la Chine sont perçues comme n'ayant pas du tout les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation – un sentiment partagé par de nombreux pays européens. 67 % des Français interrogés par l'Eurobaromètre reconnaissent une divergence d'intérêts (c'est au Danemark que la divergence est la plus élevée, avec 71 %).

Cette conviction que la Chine – désormais premier acteur et bénéficiaire de la mondialisation – représente aujourd'hui la principale menace est propagée et entretenue dans les médias français qui suggèrent l'avènement d'un nouveau « péril jaune ». En particulier, ce péril a récemment pris un nouveau tournant, renforcé par la crise de la zone euro – l'idée que la Chine est en train de racheter l'Europe. En 2011, *L'Express* fit sa couverture sur « Comment la Chine envahit l'Europe », tandis que *L'Expansion* consacrait un numéro entier au thème de « Pourquoi la Chine fait peur ». Début 2012, l'émission « Complément d'enquête » sur France 2 était intitulée « Quand les Chinois rachètent la France ». De nombreux ouvrages très critiques, aux titres évocateurs, sont aussi parus en librairie, comme *L'Arrogance chinoise* (Erik Izraelewicz, 2011) ; *La Visée hégémonique de la Chine* (Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard, 2011) ; et *Le Vampire du Milieu : comment la Chine nous dicte sa loi* (Philippe Cohen et Luc Richard, 2010).

Or, il n'y a pas que la Chine qui soit un pays émergent, avec le potentiel de rogner toujours plus la part de la France dans l'économie mondiale. L'Inde et le Brésil sont aussi en train de connaître une croissance économique impressionnante. Mais la montée en puissance du Brésil est plutôt considérée avec bienveillance et les médias ne nous montrent pas des images menaçantes de l'économie brésilienne, même si elle détrônera bientôt l'économie française comme cinquième économie mondiale. On se trompe peut-être de cible en se focalisant exclusivement sur la Chine...

LA MONDIALISATION PEUT-ELLE NOUS PROTÉGER DE LA CHINE ?

L'expression « syndrome chinois » est employée depuis les années 1970 pour décrire une catastrophe nucléaire tellement grave que ses retombées traversent la croûte terrestre et peuvent se faire ressentir à l'autre bout de la planète. Dans un sens figuré, c'est ainsi que les Français voient la mondialisation aujourd'hui : un phénomène explosif avec le potentiel pour dévaster la planète, mais dont les dirigeants politiques minimisent le danger en promettant qu'il peut être maîtrisé et contenu. Comment la perception de la nouvelle menace économique chinoise va-t-elle transformer le rapport des Français à la mondialisation ?

Politiquement, le succès économique de la Chine, ainsi que des autres pays émergents, depuis une décennie, pose un double défi aux arguments employés par les détracteurs de la mondialisation dans les années 1990, notamment à gauche. D'une part, la mondialisation n'a pas eu les effets escomptés sur le développement. Contrairement à ce que décriaient les altermondialistes qui plaidaient contre une mondialisation qui empêchait le développement et avaient pour agenda l'échange inégal, la dette et l'injustice sociale, la mondialisation a bel et bien créé de la richesse et permis l'envolée spectaculaire d'une classe moyenne en Chine, au Brésil et en Inde. Certes la richesse et la croissance ont été réparties de façon inégale ; il reste un grand nombre d'injustices et de la pauvreté dans ces pays qui comptent encore, à l'exception d'une fraction des habitants des grandes villes, une population qui subsiste tout juste ; et certains économistes notent que la mondialisation a, en fin de compte, bénéficié plus aux pays riches qu'aux pays en développement. Mais le fait est que le discours sur la mondialisation et le sous-développement a pris une tournure différente après que le phénomène a permis une réduction impressionnante de la pauvreté dans ces pays et que l'un des anciens héros du mouvement altermondialiste, l'ancien président brésilien Lula, est devenu l'un des hérauts de la mondialisation. D'autre part, il est difficile pour des hommes politiques de gauche de proposer de ralentir aujourd'hui la mondialisation, ce qui empêcherait ces pays émergents de saisir cette opportunité et de continuer à se développer.

Paradoxalement, le succès économique de la Chine, et la menace qu'il représente pour la France, pourrait amener des appels à une réponse plus mondialisée – et en tout cas plus d'unité européenne. L'une des caractéristiques essentielles du comportement de la Chine dans l'économie globalisée est qu'elle ne respecte pas les règles. Les compagnies françaises et étrangères qui ont essayé de s'implanter en Chine ou de s'associer en partenariat avec des entreprises chinoises l'ont souvent appris à leurs dépens – du vol de technologie à la spoliation d'actifs, en passant par la corruption.

Quand les États-Unis étaient la puissance économique incontestée, on pouvait décrier l'influence de leurs entreprises, mais il était possible d'investir et d'aller s'implanter aux États-Unis, ce qu'ont fait beaucoup d'entreprises françaises. Le monde n'était pas égal, mais il était à double-sens. Mais la Chine ne joue pas « *fair play* » dans la mondialisation, restreignant fermement l'accès à son marché tout en menant une impressionnante politique industrielle pour constituer des leaders mondiaux dans tous les secteurs en utilisant une débauche de moyens contestables, comme entre autres des partenariats forcés avec transferts de technologie non rémunérés, un soutien aux exportations, une monnaie faible, un soutien à l'implantation à l'étranger, et des achats de matières premières et d'infrastructures à l'étranger pour épauler la stratégie d'exportation. Face à ce véritable péril chinois, l'une des réponses politiques possibles pour jouer à armes égales est celle de plus de gouvernance internationale, à commencer par plus de gouvernance européenne, et notamment la création d'organismes permettant vraiment de faire respecter les règles. Ironiquement, cela voudrait dire plus de mondialisation.

Cependant, les attitudes envers la position à adopter face à la menace économique chinoise sont loin d'être unifiées en Europe et peuvent autant entraîner une demande pour plus d'intégration qu'un accroissement des frictions intra-européennes et un retour au chacun pour soi.

L'une des faces les plus visibles et les plus surmédiatisées du triomphe de la Chine dans la mondialisation est celle de la montée en puissance des investissements chinois en Europe à travers différentes formes : rachat de dette publique, prises de participations dans les entreprises (qui peuvent se faire à travers des fonds souverains), investissements *greenfield*¹³. En 2011, l'Europe était devenue la première destination des investissements chinois à l'étranger, soit 34 % des fusions et acquisitions chinoises à l'étranger. Compte tenu de la crise actuelle en Europe qui la met en position de demandeur, des réserves financières accumulées par la Chine et du grand appétit chinois pour les marques, la technologie et le savoir-faire européens, ces investissements sont amenés à croître au cours des prochaines années. La manière de réagir à ces investissements – en les accueillant ou en les repoussant – va représenter un défi partout en Europe, mais en particulier en France où l'on est attaché au concept de « patriotisme économique ».

Deux visions de ces investissements chinois coexistent en Europe : sauveur contre prédateur. Pour certains pays touchés particulièrement durement par la crise, l'influx de

13. Investissement *greenfield* : investissement qui crée une usine ou une entreprise, par opposition à l'investissement *brownfield* qui rachète une entreprise existante.

capital chinois est une manne tombée du ciel. Peu importe les conséquences à long terme quand le court terme est tellement incertain. En Grèce, c'est une entreprise chinoise, le géant Cosco, qui a acheté une concession de trente-cinq ans pour le port du Pirée. D'autres investisseurs chinois profitent de la crise pour racheter partout en Grèce, en Irlande, au Portugal, des actifs à bas prix. La véritable porte d'entrée chinoise en Europe se situe en Hongrie, pays dans lequel la Chine investit à tout-va, des télécoms aux transports. La question d'un pacte faustien ne se pose pas en période de crise et les Chinois n'ont pas assorti leurs investissements de conditions – pour l'instant.

En France, c'est la rhétorique du prédateur, non du sauveur, qui prévaut. Des anecdotes rapportent qu'une quinzaine de châteaux du Bordelais sont passés sous capitaux chinois et c'est l'invasion... même si la Gironde compte plus de 11 000 châteaux viticoles. Quand PepsiCo avait voulu lancer une OPA sur Danone en 2005, le gouvernement Villepin était monté au créneau et avait fait appel au patriotisme économique pour défendre un fleuron de l'industrie française. Quand Yoplait a été repris par General Mills en 2011, c'est avec soulagement que la presse a accueilli la nouvelle, qui signifiait que la petite fleur n'était pas tombée dans l'escarcelle de la compagnie chinoise Bright Food, dont l'offre était toutefois meilleure. Et pourtant le vrai problème de la France vis-à-vis des investissements chinois n'est sans doute pas qu'il y en a trop, mais plutôt qu'il n'y en a pas assez. Pour Lionel Zinsou, de PAI Partners, « la vraie crainte c'est que la Chine ne s'intéresse pas à la France ¹⁴ ».

Face à cette « sinisation » croissante de la mondialisation, qui rend obsolètes les vieilles querelles et pose de nouvelles questions, l'Europe peut soit renforcer son unité pour faire face, soit au contraire se déliter. Les pressions centrifuges suggèrent le transfert de la gestion de la question des investissements chinois au niveau communautaire. À l'heure actuelle, les entreprises chinoises peuvent établir des têtes de pont (figurativement et littéralement) dans les pays de l'UE où la législation nationale concernant les investissements étrangers est la plus laxiste, voire inexistante. Cela donne à la Chine un avantage certain, celui de pénétrer le marché européen à ses points d'entrée les plus vulnérables (comme la Hongrie), même si les conséquences potentielles de ces investissements sur l'emploi, les transferts de technologie et même la sécurité nationale peuvent être à terme ressenties par tous. L'une des solutions pour maîtriser et réguler les investissements chinois serait de signer un traité bilatéral d'investissement entre l'UE et la Chine et de créer un mécanisme européen d'approbation des investissements étrangers.

14. Entretien avec l'auteur, janvier 2012.

Mais il y a aussi des forces centripètes qui poussent à maintenir la question des investissements étrangers, pourtant décrétés comme responsabilité communautaire dans le traité de Lisbonne, au niveau des États membres. La Chine a beaucoup de raisons pour vouloir investir dans des actifs réels en Europe et beaucoup de capitaux pour réaliser des acquisitions et des projets *greenfield*. Cependant les pays européens sont en compétition les uns contre les autres pour attirer ces capitaux, ce qui peut pousser à un certain nivellement par le bas des standards, et les pays qui sont gagnants à ce jeu ne veulent pas en changer les règles. La France essaie bien d'attirer des projets chinois, comme à Châteauroux, pour reconvertir l'ancienne base américaine, ou dans la région lyonnaise, mais elle ne tire pas bien pour l'instant son épingle du jeu. Malgré ce désavantage institutionnel, il n'est pas certain que la France soit prête à pousser pour une communautarisation des procédures pour accepter les investissements étrangers, avant tout car la France achète des actifs à l'extérieur de son territoire plus que tout autre pays, à l'exception des États-Unis. Les entreprises françaises sont donc mal placées pour demander des contrôles face aux investissements étrangers, puisque la France est l'un des plus gros acquéreurs des actifs des autres ¹⁵. C'est le domaine dans lequel la France est la plus offensive et se « projette » dans la mondialisation.

15. *Ibid.*

CONCLUSION

Se projeter pour se protéger

Le thème de la mondialisation est revenu en force dans la politique française. Il est frappant de constater que le débat politique français ne remet pas en question la nécessité de la protection mais se concentre sur les instruments appropriés et le degré idéal de protection. Au cours des récentes élections, on a assisté à une surenchère d'arguments protecteurs, comme le démontre le discours de Nicolas Sarkozy à Villepinte en mars 2012 qui semblait fait sur mesure pour prendre de court et saper les arguments des socialistes et du Front national. La base de départ de la discussion est que la mondialisation n'est pas une opportunité à saisir : il n'est plus temps de se projeter mais bien de se protéger.

D'un certain point de vue, le fait que les discours politiques soient devenus plus négatifs envers la mondialisation dans nombre d'autres économies occidentales, à commencer par les États-Unis, est vécu fièrement comme une revanche en France – une France qui peut ainsi se targuer d'avoir été en avance dans sa réticence envers la mondialisation. Mais d'un autre point de vue, le fait que la France s'en tire plus mal que certains de ses pairs dans l'économie mondialisée suggère la nécessité d'une remise en cause à laquelle des appels à plus de protection ne peuvent pas simplement se substituer. La perte de la note AAA de la dette française en janvier 2012 est en cela hautement symbolique. Le déclassement du pays devient la face visible de la perception d'un déclassement collectif et individuel dans la mondialisation – une thématique articulée et par le projet socialiste et par les récents discours de Nicolas Sarkozy. Un coup dur porté au prestige national, c'est un signe que la France perd son rang relativement aux autres. Cependant, ce n'est pas le pays lui-même qui est incriminé, mais bien les politiques qui ont permis la perte continue de la compétitivité de l'économie française, suggérant par là même que certaines autres politiques pourraient relever le rang de notre pays dans la compétition internationale.

Malgré des statistiques qui montrent que la France est encore le cinquième exportateur mondial de marchandises et le quatrième de services, le déclin relatif de la France est réel. Il faut se rendre à l'évidence que la France est vouée à être une puissance intermédiaire, pour reprendre l'expression de Jean-Hervé Lorenzi. Ses parts de marché dans les exportations mondiales continuent de s'éroder, et le décrochage du commerce extérieur français depuis dix ans est particulièrement flagrant à l'intérieur de la zone euro. Cette réalité remet en cause deux idées présentées comme des évidences dans le discours intellectuel et politique français contemporain. Premièrement, que la mondialisation est une fatalité contre laquelle les pays occidentaux ne peuvent rien faire d'autre qu'ériger des barrières. Et deuxièmement, que l'Union européenne, et en particulier sa politique commerciale, est la principale responsable de l'état dans lequel se trouve l'économie française aujourd'hui.

La mondialisation est une fatalité au sens où on ne peut pas soustraire son pays au brassage des biens, des idées et des personnes, à moins de devenir isolé comme la Corée du Nord. On ne peut pas de façon réaliste revenir en arrière sur les progrès technologiques qui ont chamboulé les avantages acquis et créé des gagnants et des perdants. Et on ne peut pas interdire aux pays qui, il y a quelques décennies encore, étaient caractérisés comme « sous-développés » de créer aujourd'hui la moitié de la richesse mondiale. Mais ce qui n'est pas une fatalité, ce sont les mesures politiques pour adapter la France et l'Europe à cette nouvelle réalité. L'exhortation successive du modèle danois, du modèle allemand, voire du modèle estonien montre qu'il existe bien des leviers pour agir sur le plan intérieur, et que ceux-ci font une différence puisque, soumis aux mêmes contraintes externes, les pays ont des résultats différents.

Quant à la deuxième évidence, que la politique commerciale européenne a jeté la France en pâture à la concurrence internationale, elle est réfutée par le même argument. S'il y a une politique qui est exercée au niveau communautaire depuis le début de l'aventure de l'intégration européenne, c'est bien la politique commerciale. Pour ce qui est des négociations commerciales internationales, comme l'Uruguay Round ou le cycle de Doha, la ligne à suivre est décidée collectivement par les États membres, puis négociée par la Commission européenne, puis approuvée par les États membres qui sont tous similairement soumis à la politique finalement choisie. On peut contester la concurrence déloyale de certains pays comme la Chine qui ne respectent pas les règles ou vouloir mettre en place un « *Buy European Act* » pour favoriser la production européenne, mais on ne peut pas mettre sur le dos de la politique commerciale européenne la dégradation de la performance commerciale relative de la France, notamment face à ses partenaires européens soumis aux mêmes contraintes. La seule réponse possible n'est pas un repli sur soi et une fermeture des frontières. L'histoire montre

sans équivoque que les pays ouverts réussissent mieux que les autres, mais que si l'ouverture est une condition nécessaire, ce n'est pas une condition suffisante. Pour le reste, c'est aux politiques intérieures de faire la différence.

Cette saison électorale n'a pas fait émerger de candidat disant haut et clair que c'est justement pour pouvoir protéger les Français des grands bouleversements créés par la mondialisation qu'il faut adopter des politiques pour projeter l'économie française dans le monde. Bien entendu il n'y a pas de solution simple à un problème complexe, d'autant que la mondialisation crée simultanément des gagnants et des perdants – et c'est parfois la même personne qui peut perdre comme travailleur mais gagner comme consommateur. Néanmoins, c'est la solution de facilité politique que de promettre aux électeurs de les isoler, alors même que la mondialisation creuse l'écart entre ce que les publics attendent et ce que les gouvernements peuvent délivrer.

Déjà en 2007, le rapport Védrine sur la mondialisation préconisait une « stratégie offensive » pour que la France se projette dans la mondialisation au lieu de la subir. Cette projection plus ambitieuse vers l'extérieur supposait de valoriser les atouts de la France – productivité, capacité technologique, réussite mondiale des grandes entreprises françaises, existence de marques de renom... – et de trouver la « niche » nationale. Ce qui permet à un pays développé de faire concurrence aux pays émergents, c'est l'innovation, le talent et le savoir-faire, ce qui implique avant tout éducation et formation. Mais en France la part du PIB consacrée à la R & D stagne et est tombée à 2,2 % (dont une large part pour la défense et le spatial), et les dépenses d'éducation diminuent. Dans le domaine de l'innovation, la France fait partie des suiveurs, selon le European Innovation Scoreboard qui lui attribue le onzième rang. Selon l'analyse de Philippe Crouzet, « la matière grise est la dernière chose qui rende encore l'industrie française compétitive, mais les autres pays s'améliorent ¹⁶ ».

Conserver un avantage technologique est essentiel dans l'économie mondialisée, ainsi que conserver un pouvoir d'attraction envers les cerveaux du monde entier qui donnent au pays où ils étudient et s'installent dynamisme et créativité. Or la France est aujourd'hui handicapée à cet égard par deux développements récents. Premièrement, la rupture entre une élite entrepreneuriale et une élite politique et technocratique qui se traduit, notamment chez les jeunes diplômés français, par une expatriation importante, notamment vers les États-Unis et la Grande-Bretagne. Deuxièmement, la très mauvaise image de la France, à la suite des implications de la circulaire Guéant sur

16. Entretien avec l'auteur, janvier 2012.

les étudiants étrangers, s'est répandue comme une traînée de poudre dans le monde, et la France mettra sans doute longtemps à s'en remettre. Malgré tous ses défauts, l'économie américaine continue à être dynamique, avec beaucoup de potentiel grâce à sa force d'attraction des étrangers, séduits par les *success stories* de la nouvelle économie, du Russe Sergey Brin, fondateur de Google, au Franco-Iranien Pierre Omidyar, fondateur de eBay. La France a besoin de développer sa capacité d'innovation et son savoir-faire, que ce soit chez ses propres citoyens ou chez ceux qui choisissent de faire bénéficier leur pays d'adoption de leurs talents. La protection dans ce cas est l'ennemi du bien. Or c'est seulement si la France se projette et crée des gagnants dans la mondialisation qu'elle aura les moyens de protéger ceux qui, parmi ses citoyens, en sont les perdants.

ANNEXES :

3 pays européens face à la mondialisation

Suède

L'histoire de la Suède s'inscrit dans un cadre multinational, à commencer par la relation très forte qu'elle entretient avec ses voisins scandinaves, la Norvège et le Danemark ayant même partagé avec elle une devise commune entre 1873 et 1914. Ce tropisme mondialiste ne s'est jamais démenti économiquement : petit pays, donc fortement dépendant de son commerce, la Suède était déclarée en 2006 « économie la plus mondialisée du monde » (après les Etats-Unis) sur la période 1970-2003 par une étude de l'institut suisse KOF. Cette approche positive se ressent aussi culturellement, la Suède étant un des principaux pays européens d'accueil de l'immigration : 14,3 % de sa population était née à l'étranger en 2010, dont les deux tiers hors de l'Union Européenne.

La mondialisation a pourtant fait subir au modèle social suédois de profondes transformations, même si, selon l'économiste André Sapir en 2003, il demeure « le seul à la fois juste et efficace ». Au début des années 1990, le pays a connu les désagréments du phénomène avec la prise de contrôle de ses champions nationaux (Volvo, Saab, Pharmacia, Stora) par des capitaux étrangers, dans un contexte d'essoufflement de sa croissance et d'inflation galopante. Plus que la crise récente, c'est celle des années 1990 qui a donné conscience à la population de sa vulnérabilité face à la concurrence internationale et de la nécessité de changer, à l'image du renversement de la majorité sociale-démocrate au pouvoir depuis la fin de la guerre et de l'entrée dans l'UE. La Suède s'est alors engagée dans une remise à plat de son État-providence, considéré comme une référence depuis sa création dans les années 1930. En remodelant complètement son secteur public, jusqu'ici très lourd, et en mettant l'accent

sur l'enseignement et la recherche, elle s'est mise en condition de faire repartir la croissance. Grâce à sa compétitivité dans les exportations et les télécommunications, la Suède a pu retrouver une balance commerciale et un budget en excédents, une inflation basse et une productivité en hausse. Aujourd'hui, la capacité de résilience du système est prouvée : après une année de récession en 2009, le pays retrouvait la croissance dès l'année suivante.

Cependant, certains éléments récents nuancent l'acceptation apparente de la mondialisation par les Suédois. Ainsi, ces derniers se méfient-ils de l'Union Européenne, à laquelle ils reprochent son caractère distant et opaque, peu en phase avec leur modèle de démocratie. Ce désamour s'est manifesté concrètement par le refus de l'euro en 2003, quand une nette majorité des Suédois (56 %) a rejeté par référendum l'adoption de la monnaie unique, alors que Stockholm s'était légalement et économiquement engagé dans la convergence depuis la ratification du traité de Maastricht. Par-dessus tout, le pays craint que le droit communautaire ne vienne s'immiscer dans son système, ce qui s'est produit en 2007 avec l'arrêt Vaxholm. Dans cette affaire qui a fait grand bruit, la Cour de Justice Européenne a autorisé une société lettone à faire travailler ses propres ressortissants – et selon leur droit national – sur un chantier situé en territoire suédois. Cette décision a suscité la colère des puissants syndicats nationaux qui craignent l'arrivée d'une main-d'œuvre étrangère payée bien en dessous du plancher prévu par les conventions collectives et donc la poursuite de la dislocation de leur modèle. Signe des temps, le gouvernement a même dû faire appel au mécanisme communautaire du Fond d'Ajustement à la Mondialisation auquel il s'était opposé dix ans plus tôt. À cet euroscepticisme latent, il faut ajouter une récente remise en cause de l'ouverture à l'immigration. En 2009, Tobias Billström, le ministre des Migrations, annonçait son intention d'augmenter les expulsions et de durcir les conditions d'entrée sur le territoire, un tournant dans la généreuse politique d'intégration suédoise.

Allemagne

Comme l'expliquait la chancelière Angela Merkel au Bundestag en 2009, **la mondialisation n'est qu'un nouveau défi que la nation doit relever**, et « l'Allemagne a su faire face à des défis d'une autre dimension ». En effet, la reconstruction au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale et la réunification il y a vingt ans ont déjà montré la capacité d'adaptation du pays. Fondée sur l'exportation et l'innovation, l'économie allemande est au cœur de la mondialisation dont elle a su tirer de nombreux profits du fait de sa stabilité juridique, sociale et monétaire, ainsi que de son emplacement géographique – ceci concourant à en faire le fameux « *Standort* » (emplacement), moteur de l'Union Européenne. Suivant les préceptes de l'ordo-libéralisme, qui font de l'État le cadre structurant de l'activité économique, l'Allemagne a réussi à imposer un modèle de croissance qui bénéficie d'un consensus politique assez large. Par sa forte implication des partenaires sociaux – mentionnés constitutionnellement – et son système bien établi de la négociation salariale, l'économie sociale de marché repose sur une culture de la stabilité et du consensus.

Ceci ne veut pas dire que la mondialisation ne fasse pas l'objet de débats, particulièrement en temps de crise, ou de croissance molle comme dans les années 2000. Cette période donna l'occasion d'un débat approfondi sur la « *Globalisierung* », nourri par l'immobilisme de la fin de l'ère Kohl, et d'une réflexion plus large sur les limites de l'État-providence allemand, conçu à une époque de croissance et de plein-emploi, dans un cadre strictement national. En 2002, le Bundestag fut le premier parlement à diligenter une commission d'enquête sur la mondialisation et le gouvernement Schröder lança son Agenda 2010 l'année suivante pour juguler le ralentissement de l'économie. Ces réformes, axées sur une flexibilisation du marché du travail, ont sans doute coûté au SPD les élections de 2005 et le report d'une partie de son électorat vers sa gauche avec la formation de Die Linke, mais elles ont été poursuivies par le gouvernement Merkel, d'ailleurs coalisé avec le SPD. Conscients des opportunités de la mondialisation (à 69 % selon l'Eurobaromètre 2009, soit seulement deux points de moins qu'en 2003), les Allemands ont accepté une adaptation nécessaire à leur compétitivité, à commencer par la forte contraction des salaires réels et le phénomène des délocalisations vers l'Europe centrale. Cette politique semble aujourd'hui porter ses fruits.

Alors que l'Allemagne semble en meilleure forme que ses voisins européens depuis la propagation de la crise de 2008, **le rapport à la mondialisation n'en est pas moins ambigu**. Cette année-là, déjà, Merkel plaidait pour une mondialisation « à visage humain » au G8 de Heiligendamm. Dans son discours au Bundestag, la chancelière soutenait que l'État devait intervenir « là où l'économie nationale et l'ensemble de notre vie sociale sont en danger », ce qui conduisit notamment à la nationalisation, certes partielle et temporaire, de la Commerzbank – la deuxième banque privée du pays étant menacée par la crise. Souvent très critique de l'État interventionniste à la française, lui préférant la formule d'un Etat partenaire, l'Allemagne ne se prive pourtant pas de subventionner largement ses entreprises (Entre 2005 et 2007, les aides fournies à l'industrie et aux services représentaient presque le double de celles de la France). Précisément, elle veille jalousement à son « *Mittelstand* », son tissu de PME exportatrices, comme en 2005 quand Franz Müntefering, ancien président du SPD, dénonçait les « nuées de sauterelles dévastant tout sur leur passage » en parlant de ces *hedge funds* anglo-saxons qui menaçaient d'en prendre le contrôle. Actuellement, la position économiquement comme politiquement privilégiée de l'Allemagne a en partie permis d'atténuer le débat. Solidement ancré dans l'Europe, le pays espère toujours être en mesure d'imposer une régulation politique de la mondialisation.

Royaume-Uni

Du fait de sa position insulaire et commerciale, **le Royaume-Uni a été historiquement l'un des premiers grands acteurs de la mondialisation.** Les grands bénéfices que lui a apportés sa politique de libéralisation, il y a deux siècles comme il y a trente ans, en font un sujet relativement consensuel parmi ses dirigeants. Comme le relevaient les études économiques de l'OCDE en 2007, « l'accueil favorable réservé par le Royaume-Uni à la mondialisation a contribué à de solides performances en matière de croissance », faisant remonter le PIB par habitant de la dernière à la troisième place du G7, en l'espace de dix ans. Les investissements étrangers et les multinationales ont permis de stimuler la productivité et l'emploi, et d'ignorer les nombreuses délocalisations dont le pays a été l'objet – jusqu'en 2008, le taux de chômage était maintenu sous la barre des 5 %. Résolument tourné vers l'international, le Royaume-Uni a peu débattu des rachats de ses entreprises, à l'exemple de la reprise d'Allied Domecq et de BPB par les Français Pernod Ricard et Saint-Gobain en 2005.

Il est possible que les effets de la crise modifient la teneur du débat sur la mondialisation : les perspectives du pays ne sont plus aussi bonnes qu'il y a encore quelques années, l'IDH britannique ayant sensiblement reculé, au point de se situer juste devant celui de la Grèce. Après avoir été un des premiers pays occidentaux à démanteler son État-providence au nom de la mondialisation, la Grande-Bretagne croit toujours en la réussite de son modèle économique. Ainsi, malgré un chômage et une inflation repartis à la hausse, il n'y a pas encore eu de vraie remise en question de la mondialisation ; cela n'avait pas été non plus le cas durant la crise des années 1990. En 2011, l'ancien Premier ministre Gordon Brown publiait *Beyond The Crash*, analysant la crise actuelle comme la première crise de la mondialisation. En tant que ministre des Finances du gouvernement Blair, il avait déjà évoqué le concept de « mondialisation englobante » (inclusive globalisation) nécessaire pour éviter que le Nord ne s'accapare les bénéfices de ce processus en désavantageant les pays du Sud. Ministre du commerce du même gouvernement, Byers, à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999, s'était lancé dans une vibrante défense de la mondialisation, qu'il assimilait au progrès, exhortant lui et ses collègues à « convaincre nos citoyens que nous devons saluer cette force, plutôt que de la craindre ».

Le pays est réputé privilégier l'intégration économique à la politique. L'Angleterre semble avoir une tendance naturelle à l'eurosepticisme, mot qu'elle a inventé, et ce depuis le début de la construction européenne. Au-delà des positions rigides de Margareth Thatcher, Tony Blair, qui n'était pas le moins chaud des partisans européens parmi ses compatriotes, avait repris à son compte la crainte du « super state ». Le récent refus de David Cameron de participer au renforcement institutionnel de l'UE prolonge cette démarche, comme celui d'appliquer l'esquisse de protectionnisme financier annoncé par la France et l'Allemagne. En 2004, le Royaume-Uni proposait à ses partenaires européens un livre blanc intitulé « *Faire de la mondialisation une force pour le bien* », appelant l'UE à sortir de son approche mercantiliste de l'accès au marché et à en lever toutes les barrières, à commencer par la Politique Agricole Commune, vieux cheval de bataille britannique. Pour Londres, l'Union Européenne doit avant tout être un moteur économique susceptible de peser dans la mondialisation, à la manière de ce qu'elle avait essayé de faire avec le Commonwealth, plutôt qu'un ensemble politique qui parait une utopie très française. Cette apparente inclinaison pour la mondialisation n'empêche pas une angoisse répétée d'une dilution de l'originalité britannique, exprimée autant par la montée en puissance du parti populiste UKIP que par le plaidoyer de Gordon Brown pour la « britannité » en 2007.

BIBLIOGRAPHIE

Abdelal, Rawi, *Capital Rules : The Construction of Global Finance*, Harvard University Press, 2007.

Abdelal, Rawi, et Meunier, Sophie, « Managed Globalization : Doctrine, Practice and Promise », *Journal of European Public Policy*, 17, n° 3, 2010, pp. 350-367.

Agence française pour les investissements internationaux, « Investissements étrangers créateurs d'emploi en France. Bilan 2010 », 2011.

Aiginger, Karl, « Innovation : la France peut mieux faire », *Telos*, 5 octobre 2011.

Algan, Yann, Cahuc, Pierre, et Zylberberg, André, *La Fabrique de la défiance... et comment s'en sortir*, Albin Michel, 2012.

Artus, Patrick, et Virard, Marie-Paule, *La France sans ses usines*, Fayard, 2011.

Banque mondiale, « Overall Trade Restrictiveness Indices », <http://go.worldbank.org/FG1KHXSP30>, 2012.

Barros, Vincent, « Aide de la Chine à l'Europe : êtes-vous Lamy ou Brunet ? » *Marianne*, 2 novembre 2011.

Bello, Walden, *La Démondialisation : Idées pour une nouvelle économie mondiale*, Le Serpent à Plumes, 2011.

Biseau, Grégoire, « La France en a-t-elle profité ? », *Libération*, 7 avril 2011.

Blanchard, Serge, *Notre avenir dépend d'eux*, Bourin éditeur, 2010.

Boutin, Christine, *De la mondialisation à l'universalisation : une ambition sociale*, La Documentation française, 2010.

Bové, José, et Dufour, Francois, *Le Monde n'est pas une marchandise*, La Découverte, 2000.

Brunet, Antoine, et Guichard, Jean-Paul, *La Visée hégémonique de la Chine*, L'Harmattan, 2011.

Cohen, Philippe, et Richard, Luc, *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, Mille et Une Nuits, 2005. —, *Le Vampire du Milieu : comment la Chine nous dicte sa loi*, Mille et Une Nuits, 2010.

Cohen-Tanugi, Laurent, *Euromonde 2015 – Une stratégie européenne pour la mondialisation*, La Documentation française, 2008.

Commission européenne, « Eurobaromètre standard 73 – l'opinion publique dans l'Union européenne », 2010.

—, « Flash Eurobaromètre 151b “Globalisation ” », 2003.

—, « Standard Eurobarometer 69 », 2008.

—, « Standard Eurobarometer 73 », 2010.

Crouzet, Philippe, et Meunier, Sophie, « Entretien avec Philippe Crouzet », 3 janvier 2012.

Dedieu, Franck, Masse-Stamberger, Benjamin, et Tricornot, Adrien de, *Inévitable protectionnisme*, Gallimard, 2012.

Douanes françaises, « Aperçu du commerce extérieur de la France en 2011 », décembre 2011, <http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Etudes/tableaux/apercu.pdf>.

Dupont, Stéphane, « Le protectionnisme de Montebourg confirme sa percée dans l'opinion », *Les Échos*, 13 octobre 2011.

ETH Zurich, « KOF Index of Globalization », 2011, <http://globalization.kof.ethz.ch/>.

Faiola, Anthony, « Greece is tapping China's deep pockets to help rebuild its economy », *The Washington Post*, 9 juin 2010.

Fondapol, « “ Aimez-vous l'Europe ? ” Présentation de l'enquête de la Fondapol sur le sentiment européen chez les Français », 2011.

Fontagné, Lionel, et Toubal, Farid, *Investissement direct étranger et performances des entreprises*, Conseil d'Analyse Économique, 2010.

Forrester, Viviane, *L'Horreur économique*, Fayard, 1996.

Fortune, « Global 500 », *Fortune Magazine*, 25 juillet 2011.

Fougier, Eddy, « Où en est le mouvement altermondialiste ? Réflexions sur l'essoufflement », *La Vie des idées*, 2008.

Fourquet, Jérôme, *Les Français et la désindustrialisation*, Fondation Jean-Jaurès, 2011.

Friedman, Thomas, *The Lexus and the Olive Tree : Understanding Globalization*, New York, Farrar, Straus, and Giroux, 1999.

Giraud, Gaël, « Plaidoyer pour un protectionnisme européen », *Projet*, n° 321, avril 2011, pp. 79-87.

Gordon, Philip, et Meunier, Sophie, *The French Challenge : Adapting to Globalization*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2001. —, *Le Nouveau Défi français : la France face à la mondialisation*, Odile Jacob, 2002.

Ifop, « Les Français, le protectionnisme et le libre-échange », sondage 2011. —, « Regard sur la mondialisation dans dix pays », *La Croix*, 2011.

Inman, Phillip, Macalister, Terry, et Wachman, Richard, « Ireland at Forefront of Chinese Plans to Conquer Europe », *The Guardian*, 25 juin 2010.

Izraelewicz, Erik, *L'Arrogance chinoise*, Grasset, 2011.

Kohut, Andrew, et Wike, Richard, « Assessing Globalization : Benefits and Drawbacks of Trade and Integration », *Harvard International Review*, juin 2008.

Kuisel, Richard, *The French Way : How France Embraced and Rejected American Values and Power*, Princeton University Press, 2012.

Laidi, Zaki, « Déconstruire Montebourg », *Les Échos*, 14 octobre 2011.

Lamy, Pascal, « Le protectionnisme qui protège est un mythe », *Le Point*, 19 janvier 2012.
Lellouche, Pierre, *Mondialisez-vous !*, Éditions du Moment, 2012.

Leparmentier, Arnaud, et Schneider, Vanessa, « M. Wauquiez : un “ protectionnisme moderne ” », *Le Monde*, 18 décembre 2011.

Mamère, Noël, et Warin, Olivier, *Non merci, Uncle Sam !*, Ramsay, 1999.

Mergier, Alain, et Fourquet, Jérôme, *Le Point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Fondation Jean-Jaurès, 2011.

Meunier, Sophie, « Anti-Americanism and the Financial Crisis », *Paper presented at the 2009 International Political Science Association World Congress*, Santiago, Chili, 2009.

Minc, Alain, *La Mondialisation heureuse*, Plon, 1997.

Montebourg, Arnaud, et Todd, Emmanuel, *Votez pour la démondialisation !*, Flammarion, 2011.

Moya, Elena, « China to Make Multimillion Pound Investment in Beleaguered Spain », *The Guardian*, 5 janvier 2011.

Pew Global Attitudes Project, « China Seen Overtaking US as Global Superpower », juillet 2011. —, « Obama More Popular Abroad Than At Home, Global Image of US Continues to Benefit », <http://pewglobal.org/2010/06/17/obama-more-popular-abroad-than-at-home/>, 17 juin 2010.

Richard, Alain, « Europe politique : un espoir est-il raisonnable ? », *Politique étrangère*, n° 4, 2011, pp. 731-741.

Roger, Philippe, *L'Ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil, 2002.

Sapir, Jacques, *La Démondialisation*, Seuil, 2011.

Védrine, Hubert, « Rapport pour le président de la République sur la France et la mondialisation », 2007.

Zinsou, Lionel, et Meunier, Sophie, « Entretien avec Lionel Zinsou », 4 janvier 2012.

Zinsou, Lionel, *France 2025 – Europe et mondialisation*, La Documentation française, 2008.



L' AUTEUR

Sophie Meunier est chercheuse en relations internationales à la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton (Etats-Unis) et co-directeur du European Union Program de Princeton. Elle est l'auteur, entre autres, de *L'Union fait la force : l'Europe dans les négociations commerciales internationales* (Princeton University Press, 2005 ; Presses de Sciences Po, 2005) et *Le Nouveau défi français : La France face à la mondialisation* (avec Philip Gordon, Brookings Institution Press 2001 ; Odile Jacob, 2002), lauréat du Prix France-Amérique 2002. Sophie Meunier contribue régulièrement aux médias américains et tient un blog sur le Huffington Post US. Elle est chevalier des Palmes Académiques.

LES DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DE L'ENTREPRISE

Des salariés engagés : qualité du management et performance de l'entreprise

Par Hubert Landier (mars 2012)

Le choix de l'entreprise. Comment la France peut s'inspirer de l'Allemagne

Par Alain Fabre (février 2012)

Pour un choc de compétitivité en France

Par l'Institut de l'entreprise (janvier 2012)

Flexibilité responsable. Dépasser le dualisme du marché du travail

par Charles de Froment, sous la direction de Françoise Gri et Xavier Huillard (décembre 2011)

Financement de l'enseignement supérieur : quel rôle pour les entreprises ?

Par Pierre-André Chiappori (septembre 2011)

Les entreprises face aux fonds souverains

Par l'Institut de l'entreprise (janvier 2011)

Profession : dirigeant

Par Clémentine Marcovici (janvier 2011)

L'entreprise rêvée des jeunes

Par l'Institut de l'entreprise (septembre 2010)

Repenser la formation des managers

Par l'Institut de l'entreprise, le Cercle de l'Entreprise et du Management et la FNEGE (juin 2010)

L'entreprise de l'après-crise

Repenser la relation entre la sphère publique et l'entreprise

Par l'Institut de l'entreprise (janvier 2010)

L'entreprise de l'après-crise

Favoriser une meilleure prise en compte du long terme

Par l'Institut de l'entreprise (janvier 2010)

L'entreprise de l'après-crise

Redéfinir le rôle du manager

Par l'Institut de l'entreprise (janvier 2010)

L'entreprise de l'après-crise

Renouveler la contribution de l'entreprise à la cohésion sociale

Par l'Institut de l'entreprise (janvier 2010)

La place de la performance dans l'action de l'État et son contrôle par le Parlement : analyse de la loi de règlement du budget 2008

Par l'Observatoire de la Dépense publique (décembre 2009)

Europe, état, collectivités locales : quelle place pour le principe de subsidiarité en matière fiscale ?

Par l'Institut de l'entreprise (octobre 2009)

Après la crise : renouer avec les fondamentaux de l'économie de marché

Par l'Institut de l'entreprise (avril 2009)

L'industrie dans l'économie(1981 - 2006) : une réalité pour notre avenir ?

Par le Cercle de l'Industrie et l'Institut de l'entreprise (janvier 2009)

La loi de règlement du budget 2007 : les prémisses d'une logique de résultat

Par l'Observatoire de la Dépense publique de l'Institut de l'entreprise (décembre 2008)

La taxe carbone: mythe ou réalité ?

Par la commission Modernisation de la fiscalité de l'Institut de l'entreprise (septembre 2008)

24 heures chrono - L'agenda des dirigeants

Par Bruno Cahen (avril 2008)

Réforme de la fiscalité du patrimoine : bilan et perspectives

Par la commission Modernisation de la fiscalité de l'Institut de l'entreprise (janvier 2008)

Faut-il avoir peur de la réduction de la dépense publique ?

Par l'Observatoire de la Dépense publique de l'Institut de l'entreprise (janvier 2008)

Projet de loi de finances pour 2008 : un budget de transition ?

Par l'Observatoire de la Dépense publique de l'Institut de l'entreprise (novembre 2007)

Impôt sur les sociétés : vademecum pour une réforme

Par la commission Modernisation de la fiscalité de l'Institut de l'entreprise (septembre 2007)

L'Agenda 2012 : 37 propositions pour une meilleure maîtrise de la dépense publique

Par l'Observatoire de la Dépense publique de l'Institut de l'entreprise (septembre 2007)

Toutes nos publications sont téléchargeables sur notre site internet : www.institut-entreprise.fr

PRÉSIDENT

Xavier Huillard, président-directeur général de Vinci

CONSEIL D'ORIENTATION

Pierre Bellon, président du conseil d'administration de Sodexo

Alain Bénichou, président d'IBM France

Laurent Burelle, président-directeur général de Plastic Omnium

Philippe Carli, directeur général du Groupe Amaury

Henri de Castries, président-directeur général d'AXA

Dominique Cerutti, president and deputy CEO at NYSE Euronext

Philippe Crouzet, président du directoire de Vallourec

Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia Environnement

Pierre-Antoine Gailly, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Françoise Gri, présidente de ManpowerGroup France et Europe du sud *

Henri Lachmann, président du conseil de surveillance de Schneider Electric SA *

Bruno Lafont, président-directeur général de Lafarge

Christophe de Maistre, président de Siemens France SA

Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez *

Christian Nibourel, président de Accenture France

Henri Proglio, président-directeur général d'EDF

Baudouin Prot, président du conseil d'administration de BNP Paribas

Denis Ranque, président du conseil d'administration de Technicolor

Pierre Richard, administrateur EDF Energies Nouvelles *

Jacques Richier, président-directeur général d'Allianz France

Augustin de Romanet de Beaune, ancien directeur général de la Caisse des Dépôts et
Consignations

Frédéric Saint-Geours, président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie *

Ernest-Antoine Seillière, président du conseil de surveillance de Wendel

Pierre-Sébastien Thill, président du directoire de CMS Bureau Francis Lefebvre

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Frédéric Monlouis-Félicité

* *Membres du Bureau*

La France face à la mondialisation : se protéger ou se projeter ?

L'élection présidentielle de 2012 l'a confirmé : l'opinion française reste l'une des plus méfiantes du monde à l'égard de la mondialisation. Si la critique à l'égard de celle-ci s'est renforcée partout à la faveur de la crise de 2008, elle prend dans l'Hexagone une tournure singulière. La France, l'un des principaux acteurs de la mondialisation, et qui a amplement contribué à en définir les contours et les règles, montre néanmoins un consensus sans faille au sein sa classe politique à n'en voir que les effets négatifs et à entretenir l'idée d'une France victime, qu'il faudrait protéger.

Dix ans après *Le Nouveau défi français*, coécrit avec Philip Gordon, aujourd'hui sous-secrétaire aux relations européennes de l'administration Obama, Sophie Meunier revient sur cette singulière exception française pour en analyser les évolutions.

Depuis le début des années 2000, la perception négative à l'égard de la mondialisation s'est répandue au-delà du seul altermondialisme, et la « démondialisation » s'est enracinée à gauche comme à droite. Elle se teinte également d'une remise en cause de l'Europe, jugée impuissante, et qui conduit à la revendication du protectionnisme européen ou national. Enfin, elle s'infléchit par le remplacement de son traditionnel antiaméricanisme culturel par la peur de l'hégémonie chinoise.

Face aux idées reçues, Sophie Meunier rappelle que certains de nos voisins, pourtant soumis aux mêmes contraintes externes, ont mieux réussi que nous. C'est en menant une stratégie vigoureuse de projection, plutôt que de protection, que la France pourra maintenir sa place et sauvegarder ses standards, en particulier sociaux.



**INSTITUT DE
L'ENTREPRISE**

29, rue de Lisbonne
75008 Paris
Tél. : +33 (0)1 53 23 05 40
Fax : +33 (0)1 47 23 79 01
www.institut-entreprise.fr

